



Tirage/Auflage/Tiratura: 10'000

JOURNAL /// ZEITUNG /// GIORNALE

LSCV

Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres
Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale
www.lscv.ch

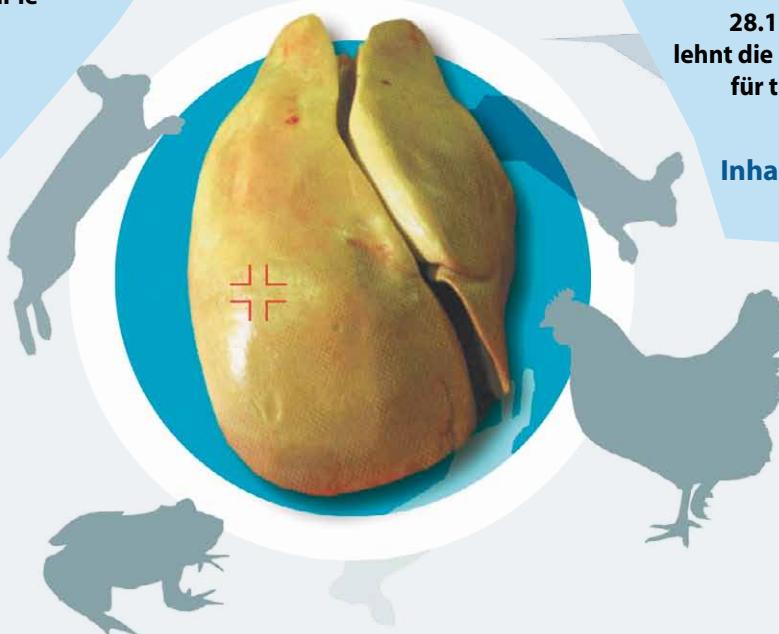
Trimestriel - No 58 // Décembre // Dezember // Dicembre 2017

Palais Fédéral - Berne

Nous avons besoin d'élus qui s'engagent pour les animaux !

28.11.2017 - La motion « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements » refusée par le Conseil des Etats.

Contenu en Français,
p. 2 - 17



Palazzo federale - Berna

Abbiamo bisogno di eletti che si impegnano a favore degli animali !

28.11.2017 - La mozione « Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali » è rifiutata dal Consiglio degli Stati.

Contenuto in italiano, p. 34 - 48

Bundeshaus - Bern

Wir brauchen Politikerinnen und Politiker, die sich für die Tiere einsetzen!

28.11.2017 - Der Ständerat lehnt die Motion «Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte» ab.

Inhalt Deutsch S. 18 - 33

Mémento

Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations. Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

Un immense merci !

Personnes de contact

Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ?

Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : l.fournier@lscv.ch

Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?

Pour la Suisse alémanique, contactez (en allemand) notre Co-vice-président Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Pour la Suisse romande, contactez (en français) notre secrétaire du comité Laurianne Nicoulin et notre Co-vice-président Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ? Contactez par mail ou au 022 349 73 37 notre secrétariat : Laurianne Nicoulin (français, anglais) ou Charly Pache (allemand), les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.



Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ? Contactez Michèle Perroud, en charge de ce domaine : petfood@lscv.ch



Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ? Contactez info@animaux-parlement.ch

Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève.

Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Adresse courrier

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

En tant que membre, vous recevez notre journal 4 x par année

N'oubliez pas de nous annoncer votre changement d'adresse. La Poste nous facture CHF 2.-- par journal retourné et ne communique plus les nouvelles adresses. Si vous ne recevez pas votre journal, n'hésitez pas à nous contacter! Les périodes de distribution sont : mars, juin, septembre ou octobre, décembre.

Contribuez à la diffusion des informations

Vous souhaitez distribuer notre journal dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou ailleurs ? Nous vous enverrons avec plaisir le nombre d'exemplaires souhaité.

Cotisations et dons

Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Institut : PostFinance, Nordring 8, 3030 Bern

Titulaire : Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux

Adresse : Case postale 148, 1226 Thônex

Librairie café LSCV Happy Books

Ouvert du jeudi au samedi, 10h00 - 18h00. Tous les jeudis, cuisine crue. Vendredis et samedis, cuisine traditionnelle
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg
026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

Services pour les membres

Liste des cosmétiques non testés sur les animaux

Télécharger en ligne notre liste mise à jour dans la rubrique «cosmétiques»
Pour la recevoir au format papier, contactez le bureau LSCV.

Information militante

De nombreux flyers, dépliants, autocollants et autre matériel d'information peuvent vous être envoyés gratuitement. Contactez-nous. Liste du matériel : rubrique «édition» www.lscv.ch

IMPRESSION **Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV)**

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993.

Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant. Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV ///

Impression : sur papier recyclé 80 gm² /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Edito

Chers Membres,
Chers amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

Le 30 novembre passé, le Conseil des Etats rejetait à une majorité écrasante la motion 15.3832 « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements ». Sur les 46 élus, seulement 4 ont soutenu cette motion !

De nombreuses organisations de protection des animaux se sont pourtant activées ces derniers mois pour inciter nos élus à la soutenir. Nous avons également participé à plusieurs séances à Berne concernant cet objet parlementaire. Mais au final, et comme souvent, celui-ci a été rejeté. Les produits issus d'animaux gavés de force jusqu'à en devenir malades ou dépecés vivants pour leur fourrure pourront continuer à garnir les vitrines de nos magasins.

On peut bien sûr condamner ces conseillers aux Etats sans cœur ou plus intéressés par leur porte-monnaie. Et recommencer une fois de plus nos démarches auprès de ces élus en espérant que la prochaine fois, l'échec sera moins cinglant. Mais nous pouvons aussi réfléchir à nos propres actes. Ces 42 Conseillers aux Etats, c'est en partie nous qui les avons élus. Les prochaines élections fédérales auront lieu en 2019. Voulons-nous à nouveau subir leur indifférence pour la vie animale durant quatre années supplémentaires ?

La plateforme web animaux-parlement suit les votes dans le domaine de la protection des animaux de nos élus au Parlement fédéral. Les 200 membres du Conseil national et les 46 du Conseil des Etats sont classés selon leurs votes : pour ou contre les animaux, ou positions contradictoires. Faire connaître animaux-parlement autour de nous, diffuser massivement le lien de ce site internet est une action concrète pour les animaux et qui ne prendrait que peu de temps. La plupart des politiques visent leur réélection. S'ils prennent conscience que celle-ci peut être menacée à cause de leur position contre les animaux, une grande partie de ces élus modifieront leurs votes. **Des élus favorables aux animaux, il y en a dans tous les partis politiques.** **Nous devons les soutenir.** Nous plaindre que la situation n'est pas bonne pour les animaux ne change rien pour eux. Faire connaître animaux-parlement, accroître la pression sur nos élus, est à la portée de chacun de nous !

Aidez-nous à faire connaître cette plateforme, soutenue par une quinzaine d'organisations.

Ensemble, nous pouvons faire beaucoup !

Nous vous remercions infiniment pour votre soutien constant et vous souhaitons à toutes et tous de magnifiques fêtes de fin d'année.

Luc Fournier
Président



Tanti calorosi auguri per il 2018 ai nostri Soci e simpatizzanti !

Alles Gute zum 2018

Meilleurs Vœux 2018 à tous nos Membres et Sympathisants !

La suprastanza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

Attestations de dons 2017 pour votre déclaration d'impôts

Les dons effectués à LSCV et autres organismes reconnus d'utilité publique peuvent être déduits de votre déclaration d'impôts.

Les montants déductibles (généralement à partir de Fr. 100.-) sont variables selon les cantons. La LSCV ne dispose pas d'un système informatique générant automatiquement des attestations de dons. La mise en activité d'un tel système et l'envoi chaque année par courrier d'une dizaine de milliers d'attestations de dons serait trop onéreux à mettre en place, sachant que seule une petite partie de ces attestations seraient utilisées. Par contre, le secrétariat tient à jour une liste de membres ou donateurs souhaitant recevoir une attestation en début d'année. Si vous souhaitez être enregistrés sur cette liste, il suffit de nous envoyer un message ou de nous joindre par téléphone, aux jours et heures mentionnés dans l'impressum.

The screenshot shows the LSCV website's homepage. At the top, there's a large image of the Swiss Federal Palace. To the left is a blue circular logo with the text "animaux-parlement.ch Qui défend les animaux ?". To the right is a colorful graphic of a sunburst with various colors. Below the header, there's a navigation bar with links for ACCUEIL, PARLEMENT FÉDÉRAL, ÉLECTIONS FÉDÉRALES, QUI SOMMES NOUS, NEWS, and CONTACT. The NEWS section contains several articles. One article is titled "VENTE DE FOURRURE - 90% DES MAGASINS NE RESPECTENT PAS LES DISPOSITIONS LÉGALES EN MATIÈRE D'ÉTIQUETAGE" and includes a small image of a document. Another article is titled "LETTER OUVERTE AUX MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA SCIENCE, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE (CSEC-E) DU CONSEIL DES ETATS" dated 23.11.2017. A third article is titled "CSEC-E/ REJET DE LA MOTION 15.3832 INTERDIRE L'IMPORTATION DE PRODUITS PROVENANT D'ANIMAUX AYANT SUBI DE MAUVAIS TRAITEMENTS." dated 13 octobre 2017. On the right side of the page, there's a sidebar with a grid of portraits of members of the CSEC-E commission. Below the sidebar, there's a photograph of a group of people gathered around a table covered with a green cloth, possibly during a meeting or presentation.



Quoi de neuf ces 3 derniers mois ?

Les actions LSCV en bref

22 septembre 2017

Genève - Classement par le Grand Conseil de notre pétition munie de 24'000 signatures « Pour des Automnales sans cruauté » par 56 votes contre 6 ! L'Etat étant de par la loi l'actionnaire majoritaire du site de Palexpo qui accueille la foire des Automnales, il était demandé que ce lieu ne puisse plus faire la promotion d'articles comme la fourrure ou le foie gras, dont la production est interdite en Suisse pour cause de cruauté envers les animaux. La LSCV

avait été auditionnée par la commission des pétitions le 20 février 2017. La commission avait par la suite proposé au Grand Conseil de rejeter la pétition, ce qui a été fait avec une majorité décoiffante.

Un immense merci aux 6 députés qui ont osé exprimer leur point de vue, notamment Marc Falquet (UDC) et Sarah Klopmann (Verts). Les 4 autres votes favorables proviennent des députés Verts Mathias Buschbeck, Sophie Forster Carbonnier, Guillaume Käser et Frédérique Perler.

23 septembre 2017

Genève - Stand LSCV durant la Marche contre l'extinction, organisée par l'association Wild Heart. A voir en vidéo sur notre chaîne Youtube.



26 septembre 2017

Envoi d'un courrier et argumentaire à toutes les organisations de protection des animaux en Suisse, leur demandant de soutenir la motion 15.4241 pour l'interdiction des expériences contrai-gnantes sur les primates, déposée par la Conseillère Nationale Verte Maya Graf (BL). Le vote au Conseil national est prévu le 28 septembre. Une liste contenant les adresses courriels des 200 conseillers nationaux est jointe à notre envoi.

27 septembre 2017

Déclaration officielle par le Conseil d'Etat genevois de l'aboutissement de notre initiative « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale ». La votation populaire devra intervenir dans un délai maximal de deux ans. Une vidéo explicative sur l'initiative avec interview de la conseillère nationale Isabelle Chevalley est en ligne sur notre chaîne Youtube.

Envoi aux 200 conseillers nationaux d'un courriel leur demandant d'accepter la motion 15.4241 pour l'interdic-tion des expériences contraignantes sur les primates.

29 septembre

Parlement fédéral - Le vote sur la motion 15.4241 pour l'interdiction des expériences contraignantes sur les primates est reporté au 11 décembre. Interview au Parlement fédéral de la conseillère nationale Maya Graf par Athénaïs, mise en ligne sur notre chaîne Youtube.



30 septembre 2017

Accord de principe du comité LSCV pour une participation au finan-cement d'une étude clinique dans le domaine des neurosciences.

Le projet vise à faire valider une ap-proche thérapeutique - stimulation électrique du cortex cérébral de pa-tients ayant fait un accident cérébro-vasculaire (AVC) important et qui se trouvent dans une impasse thé-rapeutique- sans avoir recours à l'expé-rimentation animale.





4 octobre 2017

Genève - Lancement pour la troisième année consécutive en Suisse romande de notre série de stands contre la fourrure et pour la promotion du « Faux Gras », alternative végétale au foie gras. Une dizaine de stands de dégustation du Faux Gras sont prévus. Il est aussi possible de commander directement auprès de la LSCV des boîtes de faux gras pour les fêtes. A voir en vidéo sur notre chaîne Youtube.



9 octobre 2017

Genève - Débat en direct sur la station Radio Lac entre le Président de la LSCV et le généticien Denis Duboule concernant les initiatives lancées contre l'expérimentation animale.

<https://www.radiolac.ch/actualite/une-initiative-pour-interdire-l-experimentation-animale/>



12 octobre 2017

Parlement fédéral - Refus par 9 voix sans opposition de la motion 15.3832 « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements », par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-E) du Conseil des Etats. La CSEC-E propose à la place de la motion le postulat 17.3967 « Déclaration obligatoire des modes de production de denrées alimentaires », qui n'est que de la poudre aux yeux. A l'exemple de l'ordonnance sur la déclaration des fourrures, en vigueur depuis le 1er mars 2013 et qui n'est toujours pas appliquée par une large majorité de commerces.



La motion, déposée par le conseiller national socialiste Matthias Aebscher (BE), avait été adoptée le 7 juin 2017 par le Conseil national par 97 voix contre 77. Le vote final de la motion par l'ensemble du Conseil des Etats est prévu le 29 novembre.

13 octobre 2017

Interview du Président de la LSCV pour un article publié le 23 octobre par le quotidien Freiburger Nachrichten, concernant les expériences menées notamment sur des singes à l'université de Fribourg.



16 octobre 2017

Zürich - Veillée sur le parvis de l'ETH contre les expériences sur les primates qui devraient débuter avant la fin de l'année. Des discussions sont en cours entre plusieurs organisations pour mener une action concrète contre ces expériences, notamment par le lancement d'une initiative cantonale.



18 octobre 2017

Lausanne - Stand contre la fourrure et dégustation de Faux Gras. A voir en vidéo sur notre chaîne Youtube.

19 octobre 2017

Interview du Président de la LSCV pour l'émission « Rundschau », diffusée le 1er novembre sur la TV suisse alémanique SRF, sur le thème de l'expérimentation animale sur les primates et du manque d'efficacité des contrôles mis en place.



Réunion des organisations LSCV, Stop gavage et Swissveg pour coordonner leurs soutiens à la motion 15.3832 « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements ».



21 octobre 2017

Zürich - 500 personnes ont défilé dans les rues contre la fourrure, à l'appel de la LSCV et 8 autres organisations. A voir en vidéo sur notre chaîne Youtube.



22 octobre 2017

Suisse romande - Réunion entre plusieurs organisations de protection des animaux actives sur le terrain. L'objectif étant de réunir les compétences de chacun et permettre une meilleure collaboration sur certaines actions. Laurianne et Athénaïs représentaient la LSCV.



28 octobre 2017

Genève - Stand contre la fourrure et dégustation de Faux Gras.

1^{er} novembre 2017

Neuchâtel - Stand contre la fourrure et dégustation de Faux Gras.

Diffusion d'une vidéo NewsLSCV pour le lancement du mois végane consacrée aux activités menées dans le canton de Fribourg, dont deux conférences qui seront organisées par PEA dans notre librairie LSCV Happy Books

5 novembre 2017

Genève - Transmission par notre avocat de notre détermination au Ministère public concernant notre dénonciation pénale contre les tirs illégaux d'animaux exécutés par la DGAN, sous les ordres du Conseiller d'Etat Luc Bathassat.

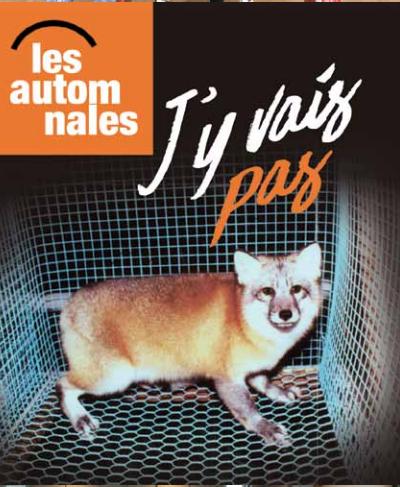


8 novembre 2017

Genève - Lancement de notre campagne contre la foire des Automnales qui se dérouleront du 10 au 19 novembre. Plusieurs actions avaient été menées en 2016 pour inciter le canton de Genève à renoncer à faire la promotion d'articles dont la production est interdite en Suisse pour cause de cruauté envers les animaux, sans succès. Les nouvelles actions en 2017 débutent avec l'impression et la distribution au public de milliers de flyers appelant à ne pas se rendre aux Automnales. Nous voulons des Automnales éthiques en 2018 !

11 novembre 2017

Genève - Plusieurs militants, parmi plusieurs centaines de coureurs, ont réalisé un happening en courant déguisés en cadavres dépecés de leur fourrure dans le cadre de la course des 10 KM des Automnales de Palexpo. A voir en vidéo sur notre chaîne Youtube.



14 novembre 2017

Genève - Happening sanglant contre la fourrure par plusieurs militants au centre-ville, « Pour des Automnales éthiques »

15 novembre 2017

Genève - Stand contre la fourrure et dégustation de Faux Gras.

Contrôle des étiquetages des manteaux de fourrure vendus sur les stands des Automnales. Tous les stands sont en infractions avec la législation.



16 novembre 2017

Zürich - Veillée sur le parvis de l'ETH contre les expériences sur les singes

17 novembre 2017

Genève - Happening sanglant contre la fourrure par plusieurs militants au centre-ville, « Pour des Automnales éthiques ».

18 novembre 2017

Bâle-Ville - Une centaine de militants se sont réunis pour manifester à proximité du Mefa, à l'occasion de l'ouverture de ce salon de la viande qui est le plus important en Suisse.



19 novembre 2017

Selon la télévision Léman Bleu, les commerçants des Automnales déplorent pour la plupart un manque de fréquentation. C'est la déroute !

21 novembre 2017

Les 35'000 signatures de notre pétition contre les expériences sur les primates ont été remises à Berne au Parlement fédéral, en vue du prochain vote au Conseil national de la motion 15.4241 pour l'interdiction des expériences contraignantes sur les primates.



22 novembre 2017

Réunion à Brighton (Royaume-Uni) avec les 18 autres organisations membres de l'ECEAE, pour la planification des prochaines actions de la coalition au niveau européen. La LSCV est membre de l'ECEAE depuis 2011.



Envoi d'un colis accompagné d'un courrier et d'une boîte de Faux Gras au 13 membres de la commission du Conseil des Etats qui ont voté contre la motion « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements ». Non, la cruauté n'est ni nécessaire à notre bien-être, ni une fatalité. Tous les produits visés par l'interdiction pourraient être remplacés par un équivalent sans cruauté envers les animaux.

Les 33 autres membres du Conseil des Etats ont également reçu une boîte de Faux Gras, avec un courrier les invitant à soutenir la motion.



Insertion d'une annonce par Stop Ga-vage contre le foie gras dans le quotidien 20 Minutes, soutenue par la LSCV et l'association L214.



Genève - Happening par plusieurs militants contre la fourrure.



25 novembre 2017

Berne - Rassemblement LSCV contre les expériences sur les primates et soutien à la motion 15.4241 pour l'interdiction des expériences contraignantes sur les primates. A voir en vidéo sur notre chaîne Youtube.



27 novembre 2017

Quelle application de l'ordonnance sur les fourrures en Suisse ? 90% des magasins ne respectent pas les dispositions légales en matière d'étiquetage - Envoi de notre communiqué de presse en vue du vote de la motion 15.3832 « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements ».

Entre le 25 septembre et le 24 novembre 2017, Cynthia a organisé pour la LSCV le contrôle de 71 commerces vendant de la fourrure dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Berne. 90% des magasins contrôlés ne respectaient pas la législation en matière d'étiquetage. Parmi ces magasins, plusieurs avaient déjà été dénoncés par la LSCV à l'autorité fédérale (OSAV) en 2016.



28 novembre 2017

Intervention auprès des médias presse et radio d'Athénaïs concernant le Rapport Fourrures 2017.



Rapport 2017 sur les fourrures

90% des commerces ne respectent pas les dispositions légales en matière d'étiquetage

Depuis le 1^{er} mai 2015, tous les commerces vendant de la fourrure en Suisse doivent mentionner sur leurs produits le nom de l'espèce animale, la provenance de la peau et la façon dont l'animal a été débarrassé ou capturé. Le Consommateur a le droit de faire connaître au consommateur avec l'objectif à terme de réduire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements. Le Conseil fédéral se donnait un délai de trois années après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, avant de tirer un bilan et de prendre une décision sur la nécessité d'envisager des alternatives à la déclARATION obligatoire. Parmi les mesures possibles, l'interdiction de mettre sur le marché certains types de produits provenant de mauvais traitements envers les animaux. Solution préconisée par plusieurs objets déposés dans les deux chambres du Parlement suisse.

Plus de trois ans après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, quelle est la situation en matière d'étiquetage des fourrures ?

Entre le 25 septembre et le 24 novembre 2017, la LSCV a procédé au contrôle de 71 commerces dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Berne et a trouvé que 64 commerces ne respectaient pas les dispositions légales, soit 90% des établissements contrôlés.

Pour plus d'informations sur l'entrée en vigueur de l'ordonnance, son application se révèle être un échec. Les contrôles menés par l'autorité fédérale sont aussi inefficaces que coûteux.

LSCV
T 022 389 73 37 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

www.animaux-gouvernement.ch

Le rapport complet Fourrures 2017 peut-être téléchargé sur notre site internet.
<http://www.lscv.ch/images/download/2017/2017-11-24-Rapport-Fourrures-fr.pdf>

29 novembre 2017

Neuchâtel - Stand contre la fourrure et dégustation de Faux Gras.



Rejet par le Conseil des Etats par 37 voix contre 4 de la motion 15.3832 « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements ». Interview par Athénaïs du Conseiller national et auteur de la motion Matthias Aeischer et de plusieurs Conseillers aux Etats qui ont refusé la motion. A voir en vidéo sur notre chaîne Youtube.



La commission a rédigé un postulat qui va dans le sens



Lucerne - Manifestation contre le cirque Royal et les animaux dans les cirques, organisée par la LSCV, Lagota et Aktivismus für Tierrechte.



Valais - Stand LSCV et dégustation de Faux Gras au Festival d'Hiver au refuge la Bouche qui rit. Découvrez ce refuge et les possibilités pour le soutenir sur notre chaîne Youtube.



11 décembre 2017

Parlement fédéral - Vote agendé au Conseil national de la motion 15.4241 pour l'interdiction des expériences contraignantes sur les primates. Il faut espérer que cette motion sera effectivement traitée. En cas contraire, elle sera classée sans suite.

La LSCV sera présente au Parlement pour suivre les débats. A suivre sur www.animaux-parlement.ch



Chaîne Youtube LSCV

LSCV news

Depuis septembre 2017, Athénaïs Python s'occupe du tournage et montage de vidéos en lien avec les activités LSCV. Toutes ces vidéos sont mises en ligne sur notre chaîne Youtube LSCV. N'hésitez pas à la consulter et à vous y abonner pour suivre nos actions en cours !

The screenshot shows the LSCV YouTube channel page with 34 subscribers. It features a banner for 'Ligue suisse contre la vivisection'. Below the banner, there are sections for 'ACCUEIL', 'VIDÉOS' (selected), 'PLAYLISTS', 'CHÂINES', 'DISCUSSION', and 'À PROPOS'. Under 'VIDÉOS', there are 10 video thumbnails with titles such as 'Platzdemonstration gegen Vivisektion am 1. November 2017' (1:07), 'La Grande Fête d'Hiver se prépare au Refuge la Bouche' (1:28), and 'Happening contre la fourrure à la foire des Automnales' (2:25). There is also a section for 'TRIER PAR' and a 'S'ABONNER' button.

The screenshot shows the Animaux-Parlement Tier-Parlament YouTube channel page with 4 subscribers. It features a banner for 'Animaux-Parlement Tier-Parlament'. Below the banner, there are sections for 'ACCUEIL', 'VIDÉOS' (selected), 'PLAYLISTS', 'CHÂINES', 'DISCUSSION', and 'À PROPOS'. Under 'VIDÉOS', there are 3 video thumbnails with titles such as 'Interview du Conseiller National Matthias Aeischer' (4:27), 'Expérimentation sur les primates : le vote sur la' (2:47), and 'Der Antrag von Matthias Aeischer wurde vom' (4:08). There is also a section for 'S'ABONNER'.

12 décembre 2017

Berne - Réunion avec plusieurs organisations de protection des animaux et des élus au Parlement fédéral pour la suite à donner au rejet de la motion 15.3832 « Interdire l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements ».

13 décembre 2017

Lausanne - Stand contre la fourrure et dégustation de Faux Gras.

19 décembre 2017

Vaud - Rencontre avec trois classes du Gymnase de Renens dans le cadre d'un travail pour l'élaboration d'une campagne marketing sur le thème de la défense d'une cause animale.

23 décembre 2017

Genève - Stand contre la fourrure et dégustation de Faux Gras.

Lancée le 3 octobre 2017, l'initiative « Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine - Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès » n'est soutenue ni par la LSCV ni par les principales autres organisations actives contre l'expérimentation animale en Suisse. Mais chaque membre LSCV doit pouvoir décider si oui ou non il souhaite signer cette initiative. C'est la raison pour laquelle nous la publions dans ce journal ainsi que les explications de Renato Werndli, membre du comité d'initiative et de Luc Fournier, Président de la LSCV.



Cela fait 24 ans que nous n'avons pas réussi à mettre sur pied une initiative fédérale contre l'expérimentation animale. Par conséquent, ce thème n'était plus traité en politique. Au cours de cette période, environ 20 millions d'animaux sont morts après avoir souffert lors d'expériences en Suisse. C'est la raison pour laquelle un groupe a été créé à Saint-Gall il y a trois ans dans le seul but de lancer une initiative pour interdire les expériences sur les animaux. Nous voulions exiger quelque chose de cohérent : l'interdiction totale de toute expérimentation animale, y compris l'interdiction d'importer des produits testés sur les animaux après l'acceptation de l'initiative. Malheureusement, nous avons aussi des opposants dans les cercles des défenseurs des droits des animaux. Ils affirment que nous allons nuire à la cause, parce que perdre l'initiative renforcera nos opposants. Mais nous croyons en l'initiative et espérons convaincre les électeurs.

Les expériences sur les animaux sont éthiquement à prohiber. Mais nous voulons aussi apporter des arguments scientifiques. Nous avons rassemblé plus de 30 études scientifiques qui prouvent toutes les insuffisances de l'expérimentation animale. Nous voulons non seulement une abolition, mais nous voulons aussi faire des propositions positives pour une recherche scientifique

sans animaux. Il y a toujours quelqu'un qui est la première personne à entrer en contact avec une substance active ou une méthode. Le but n'est pas d'en faire un « cobaye », comme c'est le cas aujourd'hui. Elle doit pouvoir compter sur le fait que les chercheurs ont bien fait tout le travail nécessaire en amont et savent ce qu'ils font. Aujourd'hui, la recherche est souvent menée dans une première phase sur les animaux, puis les substances actives sont testées sur des personnes pauvres et désespérées. Dans la plupart des cas, cependant, elles ne seront jamais mises sur le marché parce qu'elles échouent sur l'être humain, malgré des résultats prometteurs lors des essais sur les animaux. Il est scandaleux qu'environ 95% des expériences avec des êtres humains soient potentiellement dangereuses pour eux. Nous voulons que les substances ou les méthodes soient d'abord étudiées avec des modèles informatiques, des biopuces, des cultures de cellules, de tissus et d'organes humains provenant de personnes décédées ou d'opérations, afin d'être testées de manière si parfaite qu'elles puissent être ensuite appliquées avec prudence chez des patients volontaires au moyen de microdosages et avec des chances de succès réelles, non pas en tant qu'expériences sur les êtres humains mais en tant que thérapie. Il en résultera une recherche bien meilleure qu'avec des expériences sur les animaux, avec lesquelles nous ne savons jamais si



« Interdiction de l'expérimentation animale » est le nom que les initiateurs donnent à leur initiative. Evidemment nous devrions tous être prêts à collecter chaque jour des signatures pour soutenir une telle initiative. Malheureusement le texte s'égare dans plusieurs dispositions incompréhensibles. Nous les avions relayées à plusieurs reprises par le passé au comité d'initiative, avec l'objectif de nous réunir autour d'un texte fédérateur. Malheureusement sans succès. Car le texte ne propose pas que l'interdiction de l'expérimentation animale, mais aussi de toutes études menées sur des humains ainsi que de la production et l'importation de produits ayant nécessité ces études. Avant qu'une nouvelle molécule thérapeutique ne puisse être administrée à des malades pour tester son efficacité, elle doit obligatoirement passer par une étude toxicologique sur des volontaires « sains ». La molécule est d'abord

testée à très petite dose pour s'assurer qu'elle ne présente aucune toxicité pour l'organisme humain. Tous les nouveaux médicaments doivent obligatoirement passer par cette première phase test. L'initiative interdisant l'importation de médicaments testés sur des humains qui n'en tireraient pas directement un bénéfice, cela signifie que plus aucun nouveau médicament ne pourra être utilisé sur le territoire suisse. Croire que les Etats-Unis ou l'Union européenne vont changer leurs directives et supprimer les tests cliniques par peur de perdre le marché suisse, qui est microscopique à l'échelle internationale, est absurde. Et prétendre que des méthodes de recherche pourront rapidement remplacer ces tests de phase clinique est un mensonge. Comment imaginer obtenir une double majorité voix et cantons avec un tel texte ? Comment même imaginer arriver à réunir les signatures nécessaires au dépôt de l'initiative ? Il y a encore d'autres sérieux problèmes posés par le texte. Le fait par

L'initiative en bref

Les expériences sur les animaux vivants et les humains sont interdites. Dès l'entrée en vigueur de la loi, l'importation, l'exportation et le commerce de tous produits ayant nécessité des études sur des animaux ou des humains sont interdits. Les méthodes de recherche sans animaux bénéficient d'aides publiques pour un montant annuel minimal d'environ CHF 200 millions.

Déroulement d'une initiative fédérale

Une initiative fédérale vise obligatoirement l'inscription dans la Constitution Suisse d'une nouvelle disposition. Les 100'000 signatures nécessaires à son dépôt doivent être réunies dans un délai maximal de 18 mois. Les signatures manuscrites de personnes de nationalité suisse et disposant du droit de vote doivent être recueillies par commune. Pour être approuvée, une initiative rédigée doit obtenir la double majorité population-canton lors de la votation populaire. Cela signifie que plus de la moitié des 26 cantons doivent voter en faveur de l'initiative. Un canton comme Uri, peuplé de seulement 36'000 habitants, a autant de poids qu'un canton comme Zürich qui en compte 1,5 millions.

et dans quelle mesure les résultats seront transférables aux humains. Ces expériences nous poussent à tirer des conclusions hâtives et sont cruelles. Toute expérimentation animale doit donc être supprimée ! Veuillez soutenir l'initiative avec votre signature ou même copier la feuille de signature et récolter vous-même des signatures. Un grand merci.

Renato Werndli

exemple de n'avoir pas donné de définition de ce qu'est une expérimentation animale. Il sera facile pour notre Parlement fédéral de vider de sa substance l'interdiction fixée par l'initiative en lui donnant une définition fantaisiste. L'interdiction ne vise également que l'utilisation d'animaux vivants. Il sera toujours possible d'utiliser des cellules ou tissus d'animaux pour la recherche. La LSCV a lancé ou soutenu ces dernières années plusieurs initiatives et référendums contre l'expérimentation animale. Aller dans la rue, y consacrer des semaines ou des mois pour récolter des signatures ne nous fait pas peur. Mais nous ne voulons pas le faire que pour satisfaire quelques personnes qui ont pris la décision de lancer une initiative qui le moment venu fera l'unanimité contre elle. Nous ne voulons pas non plus faire semblant de soutenir une initiative uniquement pour éviter un débat. Au final, chacun est libre de signer ou non cette initiative et de récolter des signatures.

Luc Fournier



« Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine – Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès »

Publiée dans la Feuille fédérale le **3 octobre 2017**. Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.):

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 80, al. 2, let. b, 3 et 4

² Elle [la Confédération] règle en particulier:
c. abrogée

³ L'expérimentation animale et l'expérimentation humaine sont interdites. L'expérimentation animale est considérée comme un mauvais traitement infligé aux animaux et peut être constitutive d'un crime. Ce qui précède s'applique de façon analogue à l'expérimentation animale et à l'expérimentation humaine, de même que les dispositions suivantes:

a. une première utilisation n'est admise que si elle est dans l'intérêt global et prépondérant du sujet (animal ou humain) concerné; elle doit en outre être prometteuse et être effectuée de manière contrôlée et prudente;

b. à compter de l'entrée en vigueur de l'interdiction de l'expérimentation animale, le commerce, l'importation et l'exportation de produits de toute branche et de toute nature sont interdits si ces produits continuent de faire l'objet directement ou indirectement d'expérimentation animale; l'interdiction ne s'applique pas aux produits déjà existants qui ne font plus l'objet d'aucune expérimentation animale, directement ou indirectement;

c. la sécurité pour l'être humain, les animaux et l'environnement doit être assurée en tout temps; à cet égard, la mise sur le marché ainsi que la diffusion et la dissémination dans l'environnement de nouveaux développements ou de nouvelles importations pour

lesquels il n'existe pas de procédure sans expérimentation animale officiellement reconnue, sont interdites;

d. les approches substitutives sans expérimentation animale doivent bénéficier d'aides publiques au moins équivalentes à celles dont bénéficiait précédemment l'expérimentation animale.

⁴ L'exécution des dispositions fédérales incombe aux cantons dans la mesure où elle n'est pas réservée à la Confédération par la loi.

Art. 118b, al. 2, let. c, et 3

² Elle [la Confédération] respecte les principes suivants en matière de recherche en biologie et en médecine impliquant des personnes:

c. abrogée

³ Les projets de recherche doivent satisfaire aux exigences fixées à l'art. 80, al. 3, let. a.

Art. 197, ch. 12

12. Disposition transitoire ad art. 80, al. 2, let. b, 3 et 4, et 118b, al. 2, let. c, et 3 (Interdiction de l'expérimentation animale et de l'expérimentation humaine)

D'ici à l'entrée en vigueur des dispositions légales, le Conseil fédéral édictera, dans un délai de deux ans après l'acceptation des art. 80, al. 2, let. b, 3 et 4, et 118b, al. 2, let. c, et 3, par le peuple et les cantons, les dispositions d'exécution nécessaires.

Seuls les électrices et électeurs **ayant le droit de vote** en matière fédérale dans la **commune indiquée** en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main.

Canton: **N° postal:** **Commune politique:**

	Nom (écrire de sa propre main et en majuscules)	Prénoms (écrire de sa propre main et en majuscules)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

Celui qui se rend **coupable de corruption** active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui **falsifie** le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est **punissable** selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote:

Dr. med. **Renato Werndli**, Jakob Oeschstr. 1, 9453 Eichberg SG | **Simon Kälin-Werth**, Dipl. Natw. ETH, Umweltphysiker, Albisstrasse 113, 8038 Zürich | **Irene Varga**, Dipl. Natw. ETH, Weiherstrasse 17, 9305 Berg SG | **Luzia Osterwalder**, Naturheilpraktikerin, Schorenstrasse 1, 9000 St. Gallen | **Andreas Graf**, Steinacherwiesen 512, 9323 Steinach | **Urs Hans**, Biobauer, Turbenthal, Neubrunn 1672, 8488 Turbenthal | Avv. **Cristina Clemente**, viale Verbano 3a, 6600 Muralto | **Susi Kreis**, Maurenstrasse 2, 8575 Bürglen TG | **Lisbett Pfaff**, Medizinwissenschaftliche Übersetzerin, Allmendstrasse 4, 4410 Liestal

Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 3 avril 2019.

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Le/La fonctionnaire compétent/e pour l'attestation (signature manuscrite et fonction officielle):

Lieu: Signature manuscrite:

Date: Fonction officielle:

Sceau:

Si vous souhaitez plus d'informations, ou des listes de signatures, n'hésitez pas à nous contacter via notre page internet www.tierversuchsverbot.ch ou Dr. R. Werndli au 071 755 75 22 ou irene.varga@sunrise.ch. Si vous souhaitez appuyer la demande de cette initiative populaire, vous pouvez imprimer cette liste de signatures, la remplir (toutes les lignes ne doivent pas obligatoirement être remplies), la mettre dans une enveloppe et la **renvoyer le plus vite possible avant le 3 avril 2019 au:**

5 juillet 2017 - **Témoignage mensonger**

Le pneumologue Michel Aubier condamné à six mois de prison avec sursis

Auditonné le 16 avril 2015 par la commission d'enquête sénatoriale française sur le coût financier de la pollution de l'air, Michel Aubier, alors chef de service à l'hôpital Bichat de Paris, avait estimé que le nombre de cancers liés à la pollution était « extrêmement faible ».



Michel Aubier prête serment devant la commission d'enquête sénatoriale sur le coût économique et financier de la pollution de l'air, en avril 2015.

Lors de son audition, le pneumologue avait nié tout lien avec des « acteurs économiques », levant la main droite et jurant de dire « toute la vérité, rien que la vérité ». Spécialiste très prisé par les médias, il assurait aussi quelques mois plus tard dans une émission de télévision que la pollution atmosphérique n'était pas cancérogène.

Plusieurs médias français révélaient par la suite que Michel Aubier bénéficiait d'un contrat de « médecin-conseil de la direction générale » au sein du groupe pétrolier Total depuis 1997, rétribué environ 100'000 euros par an. Situation que le pneumologue avait finalement reconnue en mars 2016, devant la commission sénatoriale réunie à huis clos. Michel Aubier avait également omis d'indiquer son emploi chez Total dans sa déclaration publique d'intérêt, ainsi que des collaborations avec plusieurs laboratoires, dont MSD France, PPD France, Resal, Laser, alors qu'il était membre d'une commission de la Haute Autorité de santé.

Jugé pour « témoignage mensonger », le tribunal correctionnel de Paris l'a condamné le 5 juillet 2017 à six mois de prison avec sursis et 50'000 euros d'amende. Le tribunal est allé plus loin que le parquet qui avait seulement requis une peine de 30'000 euros d'amende. « Pour moi, il n'y avait pas de conflit d'intérêts », a répété durant l'audience le pneumologue, dont le contrat avec Total se poursuit jusqu'à la fin de l'année. Le pneumologue devient également la première personne condamnée pour avoir menti sous serment devant une commission d'enquête parlementaire.



Un médicament contre l'ostéoporose qui provoque des fractures multiples

C'est l'effet indésirable du Dénosumab (Prolia), constaté chez des patients après l'arrêt de la prise de ce médicament prescrit contre l'ostéoporose. Selon Swissmedic, il pourrait provoquer des « fractures vertébrales multiples spontanées ».

Dans son édition du 19 avril 2017, la Revue Médicale Suisse décrit un « effet rebond », soit un brusque « réveil synchronisé » de tous les facteurs cellulaires de destruction osseuse temporairement endormis par le Dénosumab. La prise de ce médicament est forcément limitée dans le temps en raison des risques de toxicité. Une administration prolongée agraverait également l'effet rebond.

Plutôt que de retirer ce médicament du marché, les spécialistes préconisent de couper l'effet rebond avec des bisphosphonates. Mais ces molécules, utilisées contre l'ostéoporose avant l'arrivée du Dénosumab en 2010, sont également accusées de provoquer des fractures spontanées.

En Suisse, l'ostéoporose toucherait entre 500 000 et 600 000 personnes, dont 10'000 sont traitées avec le Dénosumab.

<https://www.revmed.ch/RMS/2017/RMS-N-559/Denosumab-en-routine-clinique-precautions-a-prendre-avant-pendant-et-apres>

2 octobre 2017

Feria de Palavas : il est fini le temps des corridas



Les arènes de Palavas ne devraient plus accueillir de corridas ces prochaines années. Principalement pour des raisons économiques, selon le maire de Palavas Christian Jeanjean.

Les arènes ne font plus le plein depuis longtemps. Et on est bien contents. Palavas qui subventionnait la Feria à hauteur de 145'000 euros, en économise 60'000 en supprimant les corridas. Pour la mairie, les mesures de sécurité mises en place contre les opposants à la corrida coûtaient cher aussi. S'opposer à la barbarie et manifester n'est jamais inutile !

Interdiction des élevages de visons et de renards en République Tchèque

La chambre des députés tchèque a adopté le 20 juillet 2017 un amendement à la loi sur le bien-être animal, rendant illégaux à partir de janvier 2019 tous les élevages d'animaux à fourrure dans le pays.

Selon une enquête récente, 83 % des tchèques seraient favorables à cette interdiction. L'amendement, qui stipule l'interdiction d'élever et de tuer des animaux « exclusivement ou essentiellement pour leurs fourrures » a été entériné par le président Milos Zeman le 1er août 2017.

Il existe encore neuf fermes d'élevage détenant environ 20'000 animaux dans le pays. Leurs propriétaires pourront bénéficier de compensations dont le montant sera fixé par le ministère de l'Agriculture.



Gucci bannit les fourrures de ses collections

12 octobre 2017 - Cette évolution «démontre notre engagement absolu à faire du développement durable un élément indissociable de notre activité», a déclaré le PDG de Gucci Marco Bizzarri.

Et oui. La fourrure n'est pas seulement cruelle. Entre les énormes problèmes écologiques induits par les élevages industriels et les multiples traitements chimiques nécessaires pour le travail des peaux, la fourrure n'a rien de durable.

Plus d'animaux sauvages dans les cirques irlandais

10 novembre 2017 - L'Irlande interdit à son tour l'utilisation d'animaux sauvages dans les spectacles de cirque à partir du 1er janvier 2018. Toute infraction sera punissable d'une peine pouvant aller jusqu'à 250'000 euros d'amende et 5 ans d'emprisonnement.

«C'est un choix progressiste, qui démontre notre engagement envers le bien-être animal», a déclaré le ministre irlandais de l'Agriculture Michael Creed. «Il s'agit d'un avis partagé par le grand public que je suis heureux d'appuyer».



Le cirque Joseph Bouglione arrête les spectacles avec les animaux

18 mai 2017 - France - Le cirque Joseph Bouglione a annoncé l'arrêt définitif de ses numéros mettant en scène des animaux, appelant à repenser le cirque « traditionnel ».

Dans ce cirque, on ne verra plus de tigres qui sautent dans des cercueils enflammés, ni d'éléphants. Ces animaux ont été remplacés dans des sanctuaires et réserves en France. Cette décision a été influencée par le public, de plus en plus sensible au bien-être animal. Aujourd'hui, André et Sandrine Bouglione appellent les autres cirques à suivre leur exemple.

«C'est par amour des animaux et par respect du public que j'ai arrêté. J'ai vu un sondage qui indiquait que 80 % des Français étaient sensibles à la cause animale. Notre métier, c'est de faire un spectacle pour la famille. Si une très large majorité des familles est sensible à la cause animale, on ne peut pas continuer à faire un spectacle qui les dérange. Je ne me voyais pas continuer à présenter des animaux à des gens qui ressentent une gêne morale en venant au cirque. » André Bouglione reconnaît aussi que ces spectacles animaliers cachent une grande part de souffrance. «La plupart des cirques ne devraient pas avoir d'animaux car ils les traitent mal. C'est mon opinion. Je n'ai pas la prétention de dire aux autres cirques qu'ils doivent arrêter les animaux. Mais je pense que ma démarche peut forcer le cirque traditionnel à se remettre en question car il y a des problèmes depuis vingt-trente ans».

Plus d'animaux sauvages dans les cirques en Roumanie

13 juin 2017 - Le Parlement roumain a adopté le 13 juin 2017 une loi interdisant les numéros de cirque mettant en scène des animaux sauvages. Cette mesure, déjà en vigueur dans plusieurs Etats de l'U.E. était réclamée depuis plusieurs années en Roumanie par les défenseurs des animaux.

Les animaux «nés en captivité ou capturés dans la nature», «quel que soit leur degré d'apprivoisement», ne pourront plus être utilisés pour des spectacles de cirque ni par des troupes d'artistes ambulants, à l'exception des dauphins et certains oiseaux exotiques.

La loi, qui doit encore être formellement promulguée par le président Klaus Iohannis, prévoit des peines allant jusqu'à un an de prison en cas d'infraction. Les animaux de cirque concernés devront être transférés dans des réserves ou des zoos dans un délai maximum de 18 mois.

Proposé en 2015, ce projet de loi a été relancé en début d'année après que deux tigres, des cochons vietnamiens, des chats et des chiens avaient péri dans l'incendie du Cirque Globus de Bucarest. Plus de 60'000 signatures avaient été recueillies pour réclamer l'interdiction des animaux dans les cirques. En Suisse, une telle disposition a déjà été refusée à plusieurs reprises par le Conseil fédéral.



InterNICHE

Rapport d'activité 2016

L'année 2016 s'est achevée sur de nouvelles avancées pour InterNICHE, qui s'efforce de conduire au remplacement de l'expérimentation animale et d'instaurer un enseignement sans cruauté. Les réalisations de notre réseau sont désormais reconnues à l'échelle internationale.

InterNICHE est un réseau international regroupant des étudiants et des professeurs militant pour le remplacement des animaux dans la recherche et l'enseignement. Fondé en 1988 sous le nom d'EuroNICHE, ce réseau s'est rebaptisé InterNICHE en 2000 après avoir étendu ses activités en s'engageant dans des projets internationaux. InterNICHE dispose aujourd'hui de coordinateurs d'activité dans une trentaine de pays. La LSCV soutient financièrement d'InterNICHE depuis de nombreuses années. Elle diffuse notamment en Suisse le livre « *From Guinea Pig to Computer Mouse* ». Cette publication regroupe plus de 500 méthodes pouvant remplacer les animaux dans l'enseignement.

Iran

L'association iranienne contre la vivisection (IAVA), organisation partenaire d'InterNICHE en Iran est une petite structure mais elle est active et la seule en Iran qui agisse contre l'expérimentation animale. Elle mène son activité dans un environnement difficile où faire campagne n'est pas une pratique courante et où les animaux, notamment les chiens, sont souvent perçus de façon très négative. L'association, dont les membres sont essentiellement des universitaires, a mené campagne avec succès pour encourager le remplacement par les alternatives en travaillant avec des écoles vétérinaires, entre autres, depuis sa création il y a six ans par le Dr Ramak Roshanaie, contact national d'InterNICHE.

IAVA a organisé des séminaires et des expositions multimédias consacrés aux alternatives proposées par InterNICHE dans des universités et lors de conférences universitaires partout en Iran. En 2016, elle a mis en place le premier comité universitaire sur les droits des animaux et s'est appliquée à convaincre



les ministères de l'Éducation, de la Santé et des Sciences de faire évoluer le système éducatif à l'échelle nationale. La traduction du site Internet d'InterNICHE en persan se poursuit afin de populariser l'enseignement éthique et d'accompagner les enseignants et les étudiants. Le remplacement de l'animal a été réalisé dans un certain nombre de travaux pratiques d'anatomie, de pathologie, de physiologie, de pharmacologie, de

toxicologie et de chirurgie grâce à l'utilisation de logiciels, d'appareils d'auto-expérimentation, et à la mise en place d'un programme de don d'organes de cadavres d'animaux d'origine éthique. Les militants ont également libéré et placé des animaux utilisés ou prévus pour des expériences dans plusieurs écoles vétérinaires. Cela implique généralement d'acheter l'animal ou d'être autorisé à l'emmener.

Amérique du Nord

La planification, la rédaction, le montage et la campagne de financement permanente se poursuivent concernant les grands projets d'InterNICHE, y compris le film sur les alternatives vétérinaires, l'ouvrage collectif sur les études de cas, et la prochaine grande conférence. Une stratégie quinquennale pour la mise en œuvre d'un projet potentiel ambitieux visant l'Amérique du Nord a également été élaborée par Nick Jukes, coordinateur d'InterNICHE, et par le Dr Olivier Berreville, notre contact national au Canada, avec le concours des membres d'InterNICHE. Si la campagne de financement est un succès, le projet permettra non seulement de réaliser des avancées majeures au Canada et aux États-Unis, mais il fournira un modèle d'action et sera susceptible d'être appliqué à l'échelle internationale grâce à la réalisation du film et du recueil collectif d'études de cas, et la mise en place d'autres nouvelles ressources.

Prêt d'alternatives

Le système de prêt d'alternatives d'InterNICHE géré par Mariana Vieira Crespo, notre nouveau contact national au Portugal, a mis à disposition des lots d'alternatives pour des essais et des présentations lors d'événements qui se sont tenus en France, en Suisse, en Croatie, en Allemagne, au Danemark et au Portugal. Nick Jukes est intervenu en tant que conférencier et démonstrateur au cours de certains d'entre eux. D'autres systèmes de prêts, gérés par les contacts nationaux d'InterNICHE ou ses partenaires, sont implantés à travers le monde et utilisés dans les régions concernées. Il s'agit notamment de pays tels que la Russie, le Pérou, le Kenya, l'Afrique du Sud et l'Inde. Il est désormais nécessaire de recueillir des fonds pour actualiser et enrichir le contenu de ces systèmes de prêts.

Base de données en ligne

Plus de cinquante nouvelles alternatives, principalement des modèles et des logiciels, ont été ajoutées à la base de données en ligne Alternatives d'InterNICHE en 2016. Le potentiel croissant des applications Android et iPhone comme options conjuguées aux ressources en ligne est reconnu. Grâce



aux négociations qu'il a menées avec des universités, Dmitry Leporsky, notre gestionnaire de la base de données Alternatives et également notre contact national en Ukraine, a contribué à réaliser de nombreux remplacements. En 2016, trois nouveaux accords avec des universités ont permis de remplacer près de 1800 vertébrés et invertébrés utilisés annuellement en physiologie et dans d'autres cours pratiques.

De nouveaux remplacements seront réalisés en 2017 lorsque le logiciel que développe Dmitry en collaboration avec Vadim Danko et Maxim Kolonok, les partenaires d'InterNICHE en Russie, et plusieurs enseignants, sera prêt pour son lancement. Il offrira un potentiel de remplacement important dans le domaine de la physiopathologie qui implique souvent des expérimentations cruelles sur les animaux, mais pour lesquelles il existe très peu d'alternatives. Ce logiciel sera largement distribué par InterNICHE et sera disponible gratuitement afin d'encourager sa diffusion et son utilisation.

Dmitry s'est également rendu en Biélorussie en 2016. Avec les nouveaux partenaires d'InterNICHE en Russie, il a été en mesure de faire don à une université de cinq ordinateurs remis à neuf qui permettront, dans le cadre d'un nouvel accord, le remplacement annuel de près de 400 souris. En cours d'année, une première visite a eu lieu au Kazakhstan où s'est tenu un séminaire réunissant des enseignants exerçant dans tout le pays. Suite à cette action de sensibilisation préliminaire, un plus grand événement au rayonnement régional sera organisé en 2017 avec Nick Jukes au Caucase et en Asie centrale. Les pays visités seront probablement l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.



Croatie

Un séminaire d'une journée entière sur les alternatives destiné au gouvernement de la Croatie et à des comités d'éthique a été organisé en Croatie conjointement par InterNICHE, l'organisation partenaire Animal Friends Croatia et le ministère de l'Agriculture. Des participants venus de tout le pays y ont assisté, y compris des responsables ministériels, des enseignants et des représentants de comités d'éthique locaux rattachés à différentes universités. Des progrès encourageants ont été réalisés en Croatie au cours des deux dernières années parce que les universités et les comités d'éthique considèrent les alternatives plus sérieusement et refusent certaines demandes d'expérimentations cruelles sur les animaux. Ils s'inspirent de la loi sur la protection des animaux de 2006 et du projet d'une nouvelle loi sur la protection des animaux reflétant la directive 2010/63/UE de la

Commission européenne qui inclut désormais l'éducation et la formation. La maltraitance animale dans l'éducation primaire et secondaire est déjà interdite en Croatie. La collaboration entre InterNICHE et Animal Friends se poursuivra avec pour objectif d'interdire l'expérimentation animale maltraitante dans l'enseignement supérieur.

Serbie

Les avancées concernant la mise en œuvre du remplacement en Serbie ainsi que des considérations sur les possibilités et les défis liés aux comités d'éthique ont été étudiées durant le séminaire lors de la communication du Dr Katarina Novaković, membre d'ORCA, organisation partenaire d'InterNICHE. Grâce au concours actif du Dr Novaković et après une période d'activisme social progressiste dans le pays, l'ancien président serbe Boris Tadić a signé en 2005 la résolution ORCA sur le bien-être des animaux qui a donné lieu à la première loi sur la protection des animaux adoptée en 2009. L'article 44 de la loi stipule que l'expérimentation animale est interdite dans les écoles primaires et secondaires ainsi que lors des études de premier cycle. Le texte de cet article a été rédigé afin de refléter étroitement la politique d'InterNICHE.

Le Dr Novaković a mis en place un large éventail d'activités pour mener campagne en 2016 qui comprenait notamment des travaux de comités d'éthique et un refus d'accorder des autorisations d'effectuer des expériences et des dissections, un programme de sensibilisation auprès des universités non agréées et non conformes, ainsi que des actions de persuasion. En 2017, le Dr Novaković continuera à recueillir des données sur l'utilisation des animaux, à coordonner la formation de non-spécialistes au niveau national au sujet des comités d'éthique, et à défendre l'article 44 lors du prochain réexamen de la loi. Les ressources développées en Serbie sont maintenant partagées avec les participants en Croatie. Il s'agit notamment d'un manuel pour les travaux pratiques en physiologie réalisé par la Faculté de médecine de l'Université de Belgrade. Cette publication oriente l'apprentissage de la physiologie par le recours à toute une gamme d'alternatives. Maja Orešković et le Dr Novaković en Serbie sont désormais les contacts nationaux d'InterNICHE dans ces deux pays.



Allemagne

Le Dr Hans Braun de l'Université de Marbourg a présenté les dernières mises à jour de la série de logiciels d'alternatives Virtual Physiology. InterNICHE a favorisé l'utilisation de SimNerv, SimMuscle et de ses autres laboratoires virtuels depuis leur développement au début des années 1990, et s'engagera bientôt dans une promotion de grande envergure. Les universités doivent acheter les logiciels, mais leurs auteurs ont généreusement mis gratuitement à disposition des étudiants leurs versions complètes. SATIS, organisation partenaire d'InterNICHE, travaille avec PETA pour mettre à jour le classement éthique SATIS des universités allemandes. Cette base de données dresse un état des lieux de la situation au niveau national de l'expérimentation animale et de l'utilisation des alternatives, et examine la possibilité de faire valoir ses droits à l'objection de conscience.

France

Une campagne est menée pour remplacer l'utilisation des animaux par des alternatives dans une école de médecine française de premier plan spécialisée dans la chirurgie expérimentale, et un débat sur la dissection dans les écoles est en cours. Une interdiction partielle a conduit à un certain nombre de rempla-

cements, mais chaque enseignant a le choix d'utiliser ou non des animaux. Des efforts constants sont déployés pour convaincre le ministère de l'Éducation d'interdire toute dissection animale dans les écoles, et une nouvelle organisation de professeurs de biologie a été créée pour promouvoir un enseignement éthique. Certains groupes d'étudiants ont emprunté des alternatives à InterNICHE. Le bien-être animal semble être désormais pris plus au sérieux en France comme en témoigne le Congrès sur le remplacement des animaux et les alternatives organisé par plusieurs politiciens français.

Portugal

Un séminaire d'une journée sur les alternatives en matière d'éducation et de formation a été organisé par InterNICHE à l'Université de Porto au Portugal. L'événement avait pour but de soutenir le processus de remplacement qui avait été mis en place par des enseignants, mais auquel font obstacle d'autres enseignants et l'administration universitaire.

Nick Jukes et Mariana Vieira Crespo soutiennent un groupe d'étudiants d'une université de Lisbonne qui s'efforce d'empêcher l'achat de nouveaux chiens qui seraient utilisés par les étudiants pour se doter d'une compétence clinique et d'une pratique chirurgicale. Ce groupe s'active également à récupérer et à placer les vieux chiens sur lesquels on a effectué des expériences pendant de nombreuses années, et à faire la démonstration d'alternatives empruntées au système de prêt d'alternatives d'InterNICHE. Un mannequin canin a déjà été acheté par l'université, mais InterNICHE tente de persuader celle-ci de mettre en œuvre un remplacement intégral et lui offre son soutien.

Brésil

Les avancées réalisées au Brésil comprennent deux succès majeurs : d'une part, l'adoption d'une loi nationale qui autorise formellement à faire valoir son droit à l'objection de conscience face à la maltraitance animale telle que les expériences sur les animaux ; d'autre part, la campagne actuelle pour interdire l'expérimentation animale dans l'enseignement et la formation à l'échelle nationale. Afin de soutenir l'appel à l'interdiction, InterNICHE a organisé l'envoi de lettres d'appui partout dans le monde, signées par des organisations, des hauts responsables et des enseignants qui, soit encouragent les alternatives de remplacement, soit n'utilisent que ces dernières. Elles ont été remises à CONCEA, l'agence gouvernementale qui contrôle l'expérimentation animale. Par ailleurs, un courrier détaillé d'InterNICHE a également été présenté à la conférence nationale de CONCEA. En raison du chaos politique qui règne au Brésil, les décisions sur la proposition d'interdiction ont été reportées au mois de mars 2017. Le Dr Róber Bachinski, à l'origine de ces initiatives et de bien d'autres, est le nouveau partenaire d'InterNICHE au Brésil après de nombreuses années de collaboration informelle.

Afrique du Sud

Le partenaire d'InterNICHE, la NSPCA, a conçu son propre modèle d'anatomie de base du rat et mis sur pied un système de production et de distribution pour la diffusion de ce modèle aux écoles et aux établissements d'enseignement supérieur. Le développement d'un modèle avancé de grenouille est également en cours. Les alternatives seront disponibles à la vente dans le monde entier avec le soutien d'InterNICHE. La NSPCA a également réalisé des enquêtes dans des écoles et des universités concernant les alternatives afin de mieux comprendre les besoins et d'aider à soutenir le processus de remplacement et sa mise en œuvre.

Égypte

Le vétérinaire Fawzy Elnady de l'Université du Caire, qui a mis au point la technique Elnady pour une conservation peu coûteuse des tissus, continue de perfectionner sa méthode. Utilisant des cadavres d'animaux d'origine éthique provenant d'accidents mortels et de cliniques où l'animal n'a pu être sauvé, il a

construit un nouveau laboratoire de simulation afin d'enseigner aux étudiants l'anatomie, des compétences cliniques et la chirurgie. Certains spécimens préservés sont incorporés à des modèles plus complexes fabriqués à partir de matériaux artificiels, produisant ainsi de nouvelles alternatives telles qu'un modèle de dystocie de la vache. D'autres spécimens sont envoyés dans un nouveau centre de formation non universitaire créé avec l'aide d'InterNICHE, ce qui permettra aux étudiants d'acquérir une expérience pratique accrue et d'aider à l'abandon progressif de l'expérimentation sur animaux vivants qui se poursuit à l'université, notamment en chirurgie. Des vidéos de démonstration d'alternatives sont en ligne sur une chaîne YouTube, et de nouveaux articles universitaires sur cette méthode auxquels a contribué Nick Jukes ont été publiés.

Israël

Tamir Lousky a apporté son soutien à cinq étudiants objecteurs de conscience localisés dans tout le pays. Chacun d'entre eux est maintenant en mesure de poursuivre son cursus sans devoir effectuer des expérimentations animales et sans être sanctionné. Avec la société israélienne pour l'abolition de la vivisection (ISAV), InterNICHE Israël a également commencé à organiser une campagne médiatique importante à l'échelle nationale dans le but de faire cesser l'expérimentation animale dans tous les cours obligatoires de l'enseignement médical. Des travaux pratiques en physiologie et en chirurgie, en particulier pour la formation en traumatologie, existent encore dans deux des quatre écoles de médecine. La formation en traumatologie dispensée par les Forces de défense d'Israël (IDF) qui utilise des porcs vivants est également désormais critiquée. La campagne attirera l'attention sur des réflexions allant de l'action des médias sociaux jusqu'à la possibilité d'une action en justice.

Actions diverses

Le Dr Berreville, notre contact national au Canada, continue d'œuvrer avec d'autres groupes pour que l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) ait recours aux alternatives et qu'elle bannisse les expériences cruelles. Une pétition au niveau fédéral pour interdire ces expériences a également été diffusée. Le Dr Martha Gutiérrez, par-

tenaire d'InterNICHE en Argentine, travaille à l'élaboration d'une nouvelle loi sur la protection des animaux qui sera présentée au Congrès national en 2017, après révision. InterNICHE prendra part à ce processus. Au Royaume-Uni, une campagne a été organisée contre l'utilisation du renne sur un marché de l'université, et plusieurs étudiants à travers le pays ont fait valoir leurs droits à l'objection de conscience. De nouvelles demandes de renseignements sont en cours et de nouvelles collaborations ont été amorcées avec des enseignants issus de pays tels que le Maroc ou de régions d'Asie centrale qui s'intéressent aux alternatives, ou ont déjà recours à celles-ci.

Agenda 2017

InterNICHE a prévu de se rendre en Inde pour effectuer une tournée de conférences publiques, animer des réunions sur la création de laboratoires virtuels, et organiser des formations à l'échelle nationale, ainsi que des réunions approuvées par le gouvernement auxquelles participeront des conseils scientifiques. Il est possible que Africa Network for Animal Welfare (ANAW), l'organisation partenaire d'InterNICHE au Kenya, organise dans ce pays en 2017 un événement panafricain dont InterNICHE serait le co-organisateur. Nick Jukes présidera également une session au 10ème Congrès mondial sur les alternatives et l'utilisation des animaux dans les sciences de la vie (WC 10) qui se tiendra aux États-Unis en août 2017. InterNICHE proposera un certain nombre de soumissions pour présenter au congrès des communications axées sur le remplacement.

Nous remercions la LSCV et ses membres pour leur soutien indispensable au travail d'InterNICHE et de nos contacts nationaux, partenaires et collaborateurs. L'organisation et son réseau élargi ne pourraient pas militer pour le remplacement et l'enseignement éthique et parvenir à leur mise en œuvre sans la LSCV.



Sincères salutations,
Nick Jukes

Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

Vielen herzlichen Dank!

Kontaktpersonen

Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen?

Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter l.fournier@lscv.ch

Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?

Wenden Sie sich für die Deutschschweiz an unseren Co-Vizepräsidenten Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch



Für die Romandie sind unsere Vorstandsssekretärin Laurianne Nicoulin und unser Co-Vizepräsident Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: actions@lscv.ch



Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen?

Kontaktieren Sie unser Sekretariat per E-Mail oder unter der Nummer 022 349 73 37: Laurianne Nicoulin (Französisch, Englisch) oder Charly Pache (Deutsch) sind am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.00 bis 12.30 und von 14.00 bis 16.00 für Sie da.



Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung?

Michèle Perroud gibt Ihnen gerne Auskunft: petfood@lscv.ch



Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament? Kontaktieren Sie info@tier-parlament.ch.

Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

Möchten Sie uns besuchen?

Wir begrüssen Sie gerne am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.30 bis 12.20 Uhr und 14.00 bis 17.00 Uhr, am LSCV-Sitz in Genf.

Adresse:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Postadresse:

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

Als Mitglieder erhalten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Wenn nicht anders vermerkt, sind alle Artikel von der LSCV in französischer Sprache verfasst und anschliessend übersetzt. // **Desktop Publishing (DTP)**

und Layout: LSCV // **Druck:** Recycling-Papier 80 g/m² // **Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH-1226 Thônex

Mitgliederbeiträge und Spenden

Von der Schweiz aus

Konto-Nr. 12-2745-6
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

Von der EU aus in Euro

Konto-Nr. 91-438913-2
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC: POFICHBEXXX

Bankadresse: PostFinance,
Nordring 8, 3030 Bern

Kontoinhaber: Schweizer Liga
gegen Tierversuche und für die
Rechte des Tieres

Adresse: Postfach 148, 1226 Thônex

LSCV-Buchhandlung und Café Happy Books

Geöffnet von Donnerstag bis Samstag, 10.00 bis 18.00 Uhr. Jeden Donnerstag Rohkost. Freitags und samstags traditionelle vegane Küche. Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg 026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

Mitgliederservice

Liste mit tierversuchsfreien Kosmetika

Die aktuelle Liste steht auf www.lscv.ch unter der Rubrik «Tierversuchsfreie Kosmetika» zum Download bereit.

Eine gedruckte Liste können Sie im LSCV-Büro anfordern.

Infomaterial für Aktionen

Für Aktivistinnen und Aktivisten stehen zahlreiche Flyer, Broschüren, Aufkleber und weitere Infomaterialien gratis zur Verfügung. Nehmen Sie mit uns Kontakt auf. Eine Materialiste finden Sie unter der Rubrik «Medien» auf www.lscv.ch.

Édito

Liebe Mitglieder
Liebe Freundinnen und Freunde der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Am 30. November hat der Ständerat die Motion 15.3832 «Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte» mit überwältigender Mehrheit abgelehnt. Nur vier der 46 Ständerätinnen und Ständeräte unterstützten die Motion. Dabei haben sich in den letzten Monaten viele Tierschutzorganisationen dafür eingesetzt, die Parlamentarier von einer Annahme der Motion zu überzeugen. Wir haben auch an mehreren Sitzungen in Bern zu diesem Parlamentsgeschäft teilgenommen. Doch schliesslich wurde dieses wie schon so viele abgelehnt. Produkte von krankgestopften oder bei lebendigem Leib gehäuteten Tieren dürfen in unseren Läden also weiterhin zum Verkauf angeboten werden. Wir könnten nun die Ständeräte als herzlose und nur am eigenen Portemonnaie interessierte Politiker verurteilen – und dann weiter versuchen, diese Politiker von unserer Sache zu überzeugen, mit der Hoffnung, dass die Niederlage das nächste Mal nicht ganz so niederschmetternd ausfällt. Wir könnten stattdessen aber auch über unser eigenes Handeln nachdenken. Diese 42 Ständerätinnen und Ständeräte haben zum Teil wir gewählt. Die nächsten eidgenössischen Wahlen finden 2019 statt. Wollen wir noch einmal vier Jahre eine solche Gleichgültigkeit gegenüber dem Leben der Tiere in Kauf nehmen?

Die Website tier-parlament.ch analysiert das Abstimmungsverhalten der Bundesparlamentarier in Tierschutzfragen. Die 200 Nationalräte und die 46 Ständeräte werden nach ihrem Engagement für oder gegen den Tierschutz bewertet. Die Bekanntmachung der Website tier-parlament.ch und die Verbreitung des Links in unserem Umfeld ist eine konkrete Aktion für die Sache der Tiere, die nicht viel Zeit braucht. Die meisten Politiker wollen wiedergewählt werden. Wenn sie sich bewusst werden, dass ihre Wiederwahl wegen ihrer tierschutzfeindlichen Haltung gefährdet sein könnte, wird ein Grossteil dieser Parlamentarier ihr Abstimmungsverhalten ändern. **Tierschutzfreundliche Politiker gibt es in allen Parteien. Wir müssen sie unterstützen.** Wenn wir uns nur über die schlechte Situation beklagen, ändert sich für die Tiere gar nichts. Tier-parlament.ch bekannt zu machen und den Druck auf die Politiker zu erhöhen, ist etwas, das jeder von uns tun kann.



Helfen Sie uns, die Website, die von rund 15 Organisationen getragen wird, bekannt zu machen. Gemeinsam können wir viel erreichen!

Wir danken Ihnen ganz herzlich für Ihre anhaltende Unterstützung und wünschen Ihnen allen frohe Festtage.

Luc Fournier
Präsident

Tanti calorosi auguri per il 2018 ai nostri Soci e simpatizzanti !

Alles Gute zum 2018

Meilleurs Vœux 2018 à tous nos Membres et Sympathisants !

La suprastanza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

Spendenbescheinigung 2017 für Ihre Steuererklärung

Spenden an die LSCV und andere Organisationen von öffentlichem Nutzen können von Ihrer Steuererklärung abgezogen werden. Je nach Kanton sind unterschiedliche Beträge abzugsberechtigt (im Allgemeinen ab Fr. 100.-). Die LSCV verfügt über kein Informatiksystem, welches automatisch Spendenbescheinigungen erzeugt. Die Inbetriebnahme eines solchen Systems und der jährliche Versand von Zehntausenden von Spendenbescheinigungen wären zu kostspielig. Dies insbesondere in Anbetracht der Tatsache, dass nur ein kleiner Teil dieser Bescheinigungen auch tatsächlich verwendet wird. Das Sekretariat führt hingegen eine Liste mit denjenigen Mitgliedern und Gönnern, die Anfang Jahr eine Spendenbescheinigung erhalten möchten. Wenn Sie sich auf einer solchen Liste eintragen wollen, senden Sie uns eine Nachricht oder telefonieren Sie uns zu den im Impressum angegebenen Zeiten.

The screenshot shows the homepage of tier-parlament.ch. At the top, there's a large banner with the Swiss Federal Palace and the text "tier-parlament.ch Wer setzt sich für Tiere ein?". Below the banner, there's a navigation bar with links for HOME, EIDGENÖSSISCHES PARLAMENT, EIDGENÖSSISCHE WAHLEN, ÜBER UNS, NEWS, and KONTAKT. The NEWS section features two articles: one about the sale of fur products and another about the Commission for Science, Education, and Culture of the Council of States (WKB-SR) rejecting motion 15.3832. The right side of the page shows a grid of portraits of Swiss parliament members.



Was gibt es Neues?

Kurzer Rückblick auf die LSCV-Aktionen der letzten drei Monate

22. September 2017

Genf – Der Grosser Rat beschliesst mit 56 zu sechs Stimmen, unserer Petition «Für eine Herbstmesse ohne Tierquälerei» keine Folge zu geben. Die mit 24'000 Unterschriften versehene Petition verlangte, dass in den Messehallen der Palexpo SA tierquälerisch erzeugte Produkte wie Pelz oder Stopfleber, deren Herstellung in der Schweiz verboten ist, nicht mehr angepriesen oder verkauft werden dürfen. Dies, zumal der Kanton Genf Hauptaktionär der Palexpo ist. Die LSCV wurde am 20. Februar 2017

von der Petitionskommission angehört. Die Kommission schlug jedoch dem Grossen Rat vor, der Petition keine Folge zu geben, was dieser nun mit einer überwältigenden Mehrheit getan hat. Ein grosses Dankeschön geht an die sechs Grossrätinnen und Grossräte, die den Mut hatten, einen gegenteiligen Standpunkt zu vertreten, namentlich an Marc Falquet (SVP) und Sarah Klopmann (Grüne). Der Petition ebenfalls zugestimmt haben die grünen Grossräte Mathias Buschbeck, Sophie Forster Carbonnier, Guillaume Käser und Frédérique Perler.

23. September 2017

Genf – Die LSCV ist mit einem Stand am Marsch gegen die Ausrottung von Tieren vertreten, der von der Organisation Wild Heart organisiert wurde. Ein Video von der Demo finden Sie auf unserem YouTube-Kanal.



26. September 2017

Die LSCV versendet ein Schreiben und ein Argumentarium an alle Schweizer Tierschutzorganisationen und bittet diese um Unterstützung der Motion 15.4241 «Verbot von belastenden Tierversuchen an Primaten», die von der grünen Nationalrätin Maya Graf (BL) eingereicht wurde. Der Nationalrat soll am 28. September darüber abstimmen. Dem Schreiben liegt eine Liste mit den E-Mail-Adressen der 200 Nationalrätinnen und Nationalräte bei.

27. September 2017

Der Genfer Staatsrat gibt bekannt, dass unsere Initiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche» offiziell zustande gekommen ist. Die kantonale Initiative muss nun innerhalb von zwei Jahren dem Volk zur Abstimmung vorgelegt werden. Ein Video mit Informationen zur Initiative und einem Interview mit Nationalrätin Isabelle Chevalley ist auf unserem YouTube-Kanal verfügbar.

Die LSCV wendet sich per E-Mail an die 200 Nationalrätinnen und Nationalräte und bittet sie, die Motion 15.4241 für ein Verbot von belastenden Tierversuchen an Primaten anzunehmen.

29. September 2017

Schweizer Parlament – Die Abstimmung über die Motion 15.4241 für ein Verbot von belastenden Tierversuchen an Primaten wird auf den 11. Dezember verschoben. Ein Interview, das Athénaïs Python mit der Nationalrätin Maya Graf geführt hat, ist auf unserem YouTube-Kanal verfügbar.



30. September 2017

Der Vorstand der LSCV stimmt der finanziellen Beteiligung an einer klinischen Studie im Bereich der Neurowissenschaften grundsätzlich zu. Das Forschungsprojekt zielt darauf ab, einen Behandlungsansatz zu validieren, ohne dabei auf Tierversuche zurückzugreifen. Bei der Behandlung geht es um die Elektrostimulation der Grosshirnrinde bei Patienten, die einen schweren Hirnschlag erlitten haben und bei denen andere Therapien nicht anschlagen.





4. Oktober 2017

Genf – Unsere Standaktion gegen Pelz und für die Vermarktung von Faux gras, der veganen Alternative zu Gänseleber, beginnt. Das dritte Jahr in Folge führen wir diese Aktion in der Westschweiz durch. Rund zehn Aktionen mit Faux-gras-Degustationen sind vorgesehen. Die Faux gras kann für die Festtage auch direkt bei der LSCV bestellt werden. Ein Video von der Aktion finden Sie auf unserem YouTube-Kanal.



9. Oktober 2017

Genf – Das Regionalradio Radio Lac sendet eine Live-Diskussion mit dem Präsidenten der LSCV und dem Genetiker Denis Duboule über die lancierten Initiativen gegen Tierversuche.

<https://www.radiolac.ch/actualite/une-initiative-pour-interdire-l-experimentation-animale/>



12. Oktober 2017

Schweizer Parlament – Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerates (WBK-SR) empfiehlt mit neun Stimmen ohne Gegenstimme die Ablehnung der Motion 15.3832 «Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte».

Die WBK-SR reicht anstelle der Motion das Postulat 17.3967 «Obligatorische Deklaration der Herstellungsmethoden von Nahrungsmitteln» ein, das jedoch reine Augenwischerei ist –genauso wie die Pelzdeklarationsverordnung, die seit 1. März 2013 in Kraft ist, aber vom Handel grösstenteils noch immer nicht umgesetzt wird.



Der Nationalrat hatte die von SP-Nationalrat Matthias Aebsicher (BE) eingereichte Motion am 7. Juni 2017 mit 97 zu 77 Stimmen angenommen. Der Ständerat behandelt die Motion abschliessend am 29. November.

13. Oktober 2017

Der Präsident der LSCV wird von der Tageszeitung Freiburger Nachrichten für einen Artikel über die Tierversuche, insbesondere über die Affenversuche an der Universität Freiburg, interviewt. Der Artikel erscheint am 23. Oktober.



18. Oktober 2017

Lausanne – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation. Ein Video von der Aktion finden Sie auf unserem YouTube-Kanal



19. Oktober 2017

Der Präsident der LSCV wird vom Schweizer Fernsehen SRF für die Rundschau vom 1. November interviewt, in der es um die Primatenversuche und die mangelnde Wirksamkeit der eingesetzten Kontrollinstrumente geht.



14. Oktober 2017

Neuenburg – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation.





21. Oktober 2017

Zürich – 500 Personen nehmen an der Anti-Pelz-Demo teil, zu der die LSCV und acht weiteren Organisationen aufgerufen haben. Ein Video von der Demo finden Sie auf unserem YouTube-Kanal.

22. Oktober 2017

Romandie – Zusammenkunft von mehreren Tierschutzorganisationen, die in der Westschweiz aktiv sind. Das Ziel ist, die verschiedenen Kompetenzen gemeinsam zu nutzen und die Zusammenarbeit bei Aktionen zu verbessern. Die LSCV wird von Laurianne Nicoulin und Athénaïs Python vertreten.



28. Oktober 2017

Genf – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation.

1. November 2017

Neuenburg – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation.

Die LSCV veröffentlicht ein News-Video zum Beginn des «veganen Monats». Vorgestellt werden die Aktivitäten im Kanton Freiburg, darunter zwei vom Verein PEA organisierte Vorträge, die in der LSCV-Buchhandlung Happy Books stattfinden.

5. November 2017

Genf – Unser Rechtsanwalt übermittelt der Staatsanwaltschaft unseren Entschluss bezüglich der Strafanzeige gegen die illegalen Abschüsse von Wildtieren durch das Amt für Landwirtschaft und Umwelt (DGAN) unter der Leitung von Staatrat Luc Bathassat.



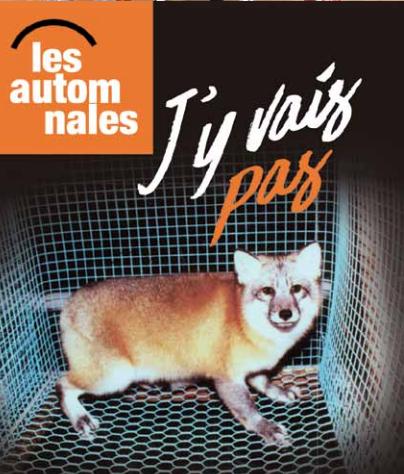
8. November 2017

Genf – Unsere Kampagne gegen die Genfer Herbstmesse, die vom 10. bis 19. November stattfindet, beginnt. Bereits 2016 wurden mehrere Aktionen durchgeführt, um den Kanton Genf zu einem Verzicht auf die Vermarktung von tierquälerisch erzeugten Produkten, deren Herstellung in der Schweiz verboten ist, zu bewegen.

Leider ohne Erfolg. Die diesjährigen Aktionen beginnen mit der Produktion und Verteilung von Flyern, die zu einem Boykott der Herbstmesse auffordern. Wir wollen eine ethische Herbstmesse 2018!

11. November 2017

Genf – Unter den mehreren Hundert Teilnehmenden des zehn Kilometer langen Herbstmesselaufs der Palexpo sind auch Tierschutzaktivistinnen und -aktivisten, die ein Happening veranstalten. Sie sind verkleidet als Kadaver, denen das Fell abgezogen wurde. Ein Video von der Aktion finden Sie auf unserem YouTube-Kanal.



14. November 2017

Genf – Aktivistinnen und Aktivisten veranstalten im Stadtzentrum ein «blutiges» Anti-Pelz-Happening für eine ethische Herbstmesse.

15. November 2017

Genf – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation.

Kontrolle der Deklaration von Pelzmänteln, die an den Ständen der Herbstmesse verkauft werden. Sämtliche Stände verstossen gegen die rechtlichen Vorschriften.



16. November 2017

Zürich – Platzkundgebung vor der ETH gegen die Affenversuche, die noch vor Ende Jahr beginnen sollen.

17. November 2017

Genf – Aktivistinnen und Aktivisten veranstalten im Stadtzentrum ein «blutiges» Anti-Pelz-Happening für eine ethische Herbstmesse.

18. November 2017

Basel-Stadt – Rund Hundert Aktivistinnen und Aktivisten demonstrieren anlässlich der Eröffnung der Mefa, der grössten Fleischwirtschaftsmesse der Schweiz



19. November 2017

Genf – Im Regionalfernsehen Léman Bleu beklagen sich viele Aussteller der Herbstmesse über mangelnde Besucherzahlen. Was für eine Katastrophe!

21. November 2017

Die LSCV übergibt die 35'000 Unterschriften der Petition gegen Primatenversuche dem eidgenössischen Parlament in Bern. Sie zielt auf die Abstimmung des Nationalrats über die Motion 15.4241 für ein Verbot von belastenden Tierversuchen an Primaten ab.



22. November 2017

Die 18 Mitgliedsorganisationen der ECEAE treffen sich im britischen Brighton, um die nächsten Aktionen der europäischen Tierschutzkoalition zu planen. Die LSCV ist seit 2011 ECEAE-Mitglied.

23. November 2017

Wir schicken den 13 Mitgliedern der Ständeratskommission, die gegen die Motion «Importverbot für tierquälisch erzeugte Produkte» gestimmt haben, ein Päckchen mit einer Dose Faux gras und einem Begleitschreiben. Nein, Tierquälerei ist weder notwendig noch unumgänglich. Alle Produkte, die von der Motion betroffen wären, können durch andere ersetzt werden, für die keine Tiere leiden müssen.

Auch die 33 übrigen Ständeratsmitglieder erhalten eine Dose Faux gras mit einem Brief, der sie zur Unterstützung der Motion auffordert.



Die Organisation Stop Gavage (Stoppt das Stopfen) schaltet in der Gratiszeitung 20 Minuten ein Inserat gegen Stopfleber, das von der LSCV und dem Verein L214 mitfinanziert wird.

Le gavage est une pratique pour faire grossir les canards pour leur viande. Il n'en est rien au point, A. B. n'en est tout à fait à l'opposé, et il a été établi un

ise contre aire-priseur

Le risque accorde. Une emprise de pêche, sur les îles qui contournent la colonie d'oiseaux de l'île de Gavotte. «Il y a un faible risque d'incident pour les personnes qui peuvent suffire à convaincre», a écrit le rapporteur. «Cela devrait être une ferme plaidoyer d'acquittement. Aucun élément n'a été démontré pour prouver que les deux autres accusés étaient en état, et moins de prison avec sursis, au

fait un blessé grave

Hier matin, peu avant 10h, un chauffeur de bus circule dans la ville de Genève quand il heurt un malade. Il perd la maîtrise de son véhicule et il se présente à un conducteur. Le conducteur vient de conduire son bus à Genève depuis 10h. Aucun des passagers du bus n'a été blessé. Le véhicule a été arrêté pour un temps, mais il a été autorisé à continuer son trajet sans qu'importe pour quel raisons. Des trottinettes ont dû être remplacées par des marcheurs.

part que les policiers ont fait de l'usage de la contrainte pour

l'opposition, et il a été établi un

ont été évoquées, comme

vie privée d'agents contre

des tiers. -

... Hypocrisie ou Ignorance ?



Genf – Aktivistinnen und Aktivisten veranstalten ein Anti-Pelz-Happening.



25. November 2017

Bern – Die LSCV demonstriert gegen Primatenversuche und für eine Annahme der Motion 15.4241 «Verbot von belastenden Tierversuchen an Primaten». Ein Video von der Demo finden Sie auf unserem YouTube-Kanal.



27. November 2017

Wie wird die Pelzdeklarationsverordnung in der Schweiz umgesetzt? 90 Prozent der Läden halten sich nicht an die Deklarationsvorschriften. Wir verschicken eine Medienmitteilung im Hinblick auf die Abstimmung über die Motion 15.3832 «Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte».

Vom 25. September bis 24. November 2017 hat Cynthia für die LSCV die Kontrolle von 71 Geschäften in den Kantonen Genf, Waadt, Freiburg und Bern organisiert. 90 Prozent der kontrollierten Läden hielten sich nicht an die Pelzdeklarationsverordnung. Mehrere dieser Geschäfte hatte die LSCV bereits 2016 dem zuständigen Bundesamt BLV gemeldet.



28. November 2017

Athénaïs Python spricht in der Presse und im Radio über den Pelzbericht 2017.



Pelzbericht 2017

90 Prozent der Läden halten sich nicht an die Deklarationsvorschriften

Seit dem 1. März 2013 müssen in der Schweiz alle Läden die Pelzmarken, auf die Produkt den Namen des Tieres, das es ist, sowie die Art der Art der Haltung oder die Fangmethode angeben. Der Bundesrat bewilligte mit dieser Verordnung eine Sonderklausur, welche die Kontrollen auf die Rücksichtnahme auf die Pelztiere legt.

Nach dem Inkrafttreten der Verordnung galt sich die Bundesregierung auf Jahren bewusst, welche die Schweiz betroffen wolle. Er erkärte sich bereit, möglicherweise Alternativen zur Deklarationspflicht ins Auge zu ziehen. Dieser Verbot des Importes von Produkten, von tierquälerisch erzeugten Pelzprodukten – eine Lösung, die auch die Vorstände in bedeutenden Organisationen befürworten.

Wie steht es nun über drei Jahren nach Inkrafttreten der Verordnung um die Pelzdeklaration?

Vom 25. September bis 24. November 2017 hat die LSCV in den Kantonen Genf, Waadt, Neuenburg, Freiburg und Bern 71 Läden kontrolliert. 61 Läden, also 90 Prozent der kontrollierten Geschäfte, haben sich nicht an die Vorschriften gehalten. Nach drei Jahren kann keinem Zweifel mehr Platz, dass die Umsetzung immer noch nicht gelungen. Die vom Bund durchgeführten Kontrollen sind weiter abweichend.

LSCV
022 349 73 37 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

www.parlement.ch

Unser Pelzbericht 2017 kann auf unserer Webseite heruntergeladen werden:
<http://www.lscv.ch/images/download/2017/2017-11-24-Rapport-Fourrures-de.pdf>

29. November 2017

Neuenburg – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation.



Der Ständerat lehnt die Motion 15.3832 «Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte» mit 37 zu vier Stimmen ab. Athénaïs Python interviewt Nationalrat Matthias Aebscher, der die Motion eingereicht hat, und mehrere Ständeräte, welche die Motion abgelehnt haben. Das Video mit den Interviews finden Sie auf unserem YouTube-Kanal.



30. November 2017

Freiburg – Sitzung des Zentralvorstands der LSCV. Der Vorstand bespricht laufende und künftige Aktionen und entscheidet über mehrere Finanzierungsgesuche.

5. Dezember 2017

Genf – Aktivistinnen und Aktivisten veranstalten ein Anti-Pelz-Happening.

9. Dezember 2017

Das Tierrechtsradio Schweiz strahlt ein Interview mit Benjamin Frei, Co-Vize-präsident der LSCV, aus. Es geht um die Primatenversuche in Zürich.



Luzern – Demonstration gegen den Zirkus Royal und Tiere im Zirkus, organisiert von der LSCV, Lagota und Aktivismus für Tierrechte.



Wallis – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation am Winterfest des Tierheims La Bouche qui rit. Auf unserem YouTube-Kanal erfahren Sie mehr über das Tierheim und darüber, wie Sie es unterstützen können.



11. Dezember 2017

Schweizer Parlament – Gemäss Agenda soll der Nationalrat über die Motion 15.4241 für ein Verbot von belastenden Tierversuchen an Primaten abstimmen. Wir hoffen, dass die Motion auch tatsächlich behandelt wird, da sie andernfalls ohne Ratsbeschluss abgeschrieben würde.

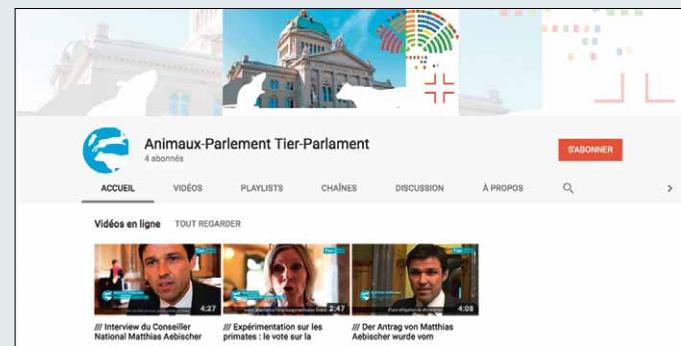
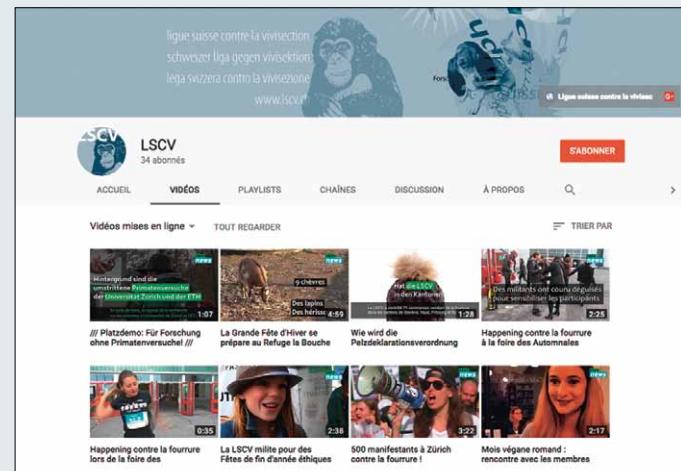
Die LSCV wird die Nationalratsdebatte vor Ort verfolgen. Den Ausgang erfahren Sie auf www.tier-parlament.ch



YouTube-Kanal der LSCV

**LSCV
news**

Seit September 2017 dreht und schneidet Athénaïs Python Videos über die Aktivitäten der LSCV. Alle Videos werden auf unserem YouTube-Kanal online gestellt. Schauen Sie doch vorbei und abonnieren Sie unsere Videos, damit Sie immer auf dem Laufenden sind.



12. Dezember 2017

Bern – Mehrere Tierschutzorganisationen und Parlamentarier besprechen in einer gemeinsamen Sitzung, wie es nach der Ablehnung der Motion 15.3832 «Importverbot für tierquälerisch erzeugte Produkte» weitergehen soll.

13. Dezember 2017

Lausanne – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation.

19. Dezember 2017

Waadt – Treffen mit drei Schulklassen des Gymnasiums Renens, die im Rahmen des Unterrichts eine Marketingkampagne für ein Tierschutzanliegen erarbeiten.

23. Dezember 2017

Genf – Anti-Pelz-Stand und Faux-gras-Degustation.

Weder die LSCV noch andere wichtige Tierschutzorganisationen unterstützen die am 3. Oktober 2017 lancierte Volksinitiative «Ja zum Tier- und Menschenversuchsverbot – Ja zu Forschungswegen mit Impulsen für Sicherheit und Fortschritt». Doch jedes LSCV-Mitglied soll selber entscheiden, ob es die Initiative unterschreiben will oder nicht. Deshalb veröffentlichen wir in dieser Ausgabe den Initiativtext und die Kommentare von Renato Werndli vom Initiativkomitee sowie von LSCV-Präsident Luc Fournier.



Seit 24 Jahren haben wir es nicht geschafft, eine eidgenössische Initiative gegen Tierversuche auf die Beine zu stellen. Entsprechend waren sie in der Politik kein Thema mehr. In dieser Zeit starben aber rund 20 Millionen Versuchstiere nach leidvollem Leben allein in der Schweiz. Deshalb hat sich in St. Gallen vor drei Jahren eine Gruppe gebildet, deren einziges Ziel es war, eine Tierversuchsverbotsinitiative zu lancieren. Und sie wollte etwas Konsequentes fordern: Totalverbot aller Tierversuche inklusive Importverbot von Produkten, die nach allfälliger Annahme der Initiative tierversuchstestet werden. GegnerInnen haben wir leider auch in Tierrechtskreisen. Sie sagen, dass wir der Sache schaden, da ein Verlieren der Initiative die Befürwortenden wieder bestärkt. Wir aber glauben an die Initiative und hoffen, die Stimmbevölkerung überzeugen zu können.

Tierversuche sind ethisch ein totales No Go. Diese Tatsache ist unsere Hauptmotivation. Aber wir wollen auch wissenschaftlich argumentieren. Unsere Gruppe hat inzwischen über 30 wissenschaftliche Studien gesammelt, die alle Insuffizienzen der veralteten Forschungsmethode „Tierversuch“ beweisen. Wir wollen nicht nur abschaffen sondern auch Vorschläge für tierversuchsfreie Forschung machen: Irgendjemand ist immer der erste beim Kontakt mit einem

Wirkstoff oder einer Methode. Dieser erste soll aber keinesfalls ein «Versuchskaninchchen» sein, so wie das heute der Fall ist, sondern sich darauf verlassen können, dass die Wissenschaft ganze Arbeit geleistet, ihr ganzes Wissen sorgfältig angewandt hat und weiß, was sie tut. Heute wird oft am Tier drauflosgeforscht, dann die Wirkstoffe oder Methoden an armen verzweifelten Menschen getestet. Mehrheitlich kommen jene dann aber doch nie auf den Markt, weil sie trotz bester Ergebnisse im Tierversuch beim Menschen versagen. Das ist doch skandalös, dass ca. 95% der Menschenversuche potentiell gefährlich sind. Wir wollen, dass vor eigentlicher Testung die Stoffe oder Methoden zuerst durch nachdenken, recherchieren, erforschen an Computermodellen, Biochips, menschlichen Zell-, Gewebs-, Organkulturen aus Verstorbenen oder Operationen, Beobachtungen von Krankheitsverläufen und anderen tierversuchsfreien Forschungsmethoden so perfekt geprüft sind, dass sie an freiwilligen Kranken vorsichtig mittels Microdosing und mit Erfolgssäusichten nicht als Menschenversuche sondern als Therapie angewandt werden können. Dadurch wird es viel bessere Forschung geben als durch Tierversuche, bei denen man nie weiß, ob und wie stark Ergebnisse auf Menschen übertragbar sind. Sie lenken auf falsche Fährten, verführen zu vorschnellen Schlüssen und sind zudem grausam. Tier-



«Tierversuchsverbots-Initiative», so nennen die Initianten ihre Volksinitiative. Eigentlich sollten wir alle sofort bereit sein, für eine solche Initiative Unterschriften zu sammeln. Doch leider führt der Initiativtext mit mehreren unverständlichen Bestimmungen in die Irre. Wir haben das Initiativkomitee in der Vergangenheit mehrmals darauf aufmerksam gemacht und versucht, uns mit den Initianten auf einen gemeinsamen Text zu einigen. Leider ohne Erfolg.

Denn der Text fordert nicht nur ein Verbot von Tierversuchen, sondern auch von Tests mit Menschen sowie ein Herstellungs- und Importverbot für Produkte, für die derartige Versuche notwendig waren. Bevor die Wirksamkeit eines neuen Moleküls an kranken Menschen getestet werden darf, muss es zwingend an «gesunden» Freiwilligen auf seine Toxizität hin geprüft werden. Das Molekül wird zuerst in einer sehr kleinen Dosis getestet, um sicherzustellen, dass er

für den menschlichen Organismus nicht toxisch ist. Alle neuen Medikamente müssen diese erste Testphase zwingend durchlaufen. Die Initiative will aber die Einfuhr von Medikamenten verbieten, wenn diese an Menschen getestet wurden, die aus deren Anwendung keinen direkten Nutzen ziehen. Das würde bedeuten, dass in der Schweiz kein einziges neues Medikament mehr verwendet werden könnte. Es ist absurd, zu glauben, die USA oder die Europäische Union würden ihre Richtlinien ändern und auf klinische Tests verzichten, nur um den Schweizer Markt nicht zu verlieren, der im internationalen Vergleich winzig ist. Und die Behauptung, dass für diese klinische Testphase rasch Ersatzmethoden gefunden werden könnten, ist schlicht eine Lüge. Wie sollen mit einem solchen Text das Volks- und das Ständemehr erreicht werden? Wie sollen damit nur schon die notwendigen Unterschriften zusammenkommen? Doch das ist nicht das einzige schwerwiegende Problem der Initiative. So enthält der Initiativtext

Die Initiative kurz erklärt

Versuche an lebenden Tieren und Menschen werden verboten.

Nach Inkrafttreten des Gesetzes sind die Ein- und Ausfuhr von Produkten, für die Versuche an Menschen oder Tieren nötig waren, sowie der Handel mit diesen Produkten verboten.

Tierfreie Alternativmethoden werden mit öffentlichen Mitteln im Umfang von mindestens 200 Millionen Franken pro Jahr gefördert.

Ablauf einer eidgenössischen Volksinitiative

Eine eidgenössische Volksinitiative hat eine Änderung der Bundesverfassung zum Ziel. Damit eine Initiative zustande kommt, müssen innerhalb von 18 Monaten 100'000 Unterschriften von stimmberechtigten Schweizer Bürgern gesammelt werden. Auf einem Unterschriftenbogen dürfen nur Stimmberechtigte derselben Gemeinde unterzeichnen.

Damit eine Volksinitiative angenommen wird, braucht es bei der Volksabstimmung das doppelte Mehr von Volk und Ständen. Das bedeutet, dass mehr als die Hälfte der 26 Kantone die Initiative annehmen müssen. Ein kleiner Kanton wie Uri Innerrhoden mit 36'000 Einwohnern hat gleich viel Gewicht wie ein grosser Kanton wie Zürich mit 1,5 Millionen Einwohnern.

versuche gehören deshalb abgeschafft! Bitte unterstützen Sie die Initiative durch Ihre Unterschrift oder kopieren Sie gar den Unterschriftenbogen und sammeln Sie selber Unterschriften (auf demselben Bogen dürfen nur Stimmberechtigte der gleichen politischen Gemeinde unterschreiben). Vielen Dank.

Renato Werndli

beispielsweise keine Definition von Tierversuchen. Es würde dem eidgenössischen Parlament also leicht fallen, eine Fantasiedefinition festzulegen und so das von der Initiative geforderte Verbot auszuhöhlen. Weiter will die Initiative nur Versuche an lebenden Tieren verbieten. Versuche mit tierischen Zellen oder tierischem Gewebe wären damit weiterhin möglich. Die LSCV hat in den letzten Jahren mehrere Initiativen und Referenden gegen Tierversuche lanciert oder unterstützt. Wir scheuen uns nicht, auf die Strasse zu gehen und wochen-, ja monatenglang Unterschriften zu sammeln. Doch wir möchten das nicht tun, nur um damit ein paar Menschen zufriedenzustellen, die sich eine Initiative in den Kopf gesetzt haben, die kaum Zustimmung finden wird. Wir möchten auch nicht so tun, als würden wir eine Initiative unterstützen, nur um eine Debatte zu vermeiden. Letztlich steht es jedem frei, die Initiative zu unterzeichnen oder Unterschriften dafür zu sammeln.

Luc Fournier



«Ja zum Tier- und Menschenversuchsverbot – Ja zu Forschungswegen mit Impulsen für Sicherheit und Fortschritt»

Im Bundesblatt veröffentlicht am **3. Oktober 2017**. Die unterzeichneten stimmberechtigten Schweizer Bürgerinnen und Bürger stellen hiermit, gestützt auf Art. 34, 136, 139 und 194 der Bundesverfassung und nach dem Bundesgesetz vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte, Art. 68ff., folgendes Begehr:

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Art. 80 Abs. 2 Bst. b, 3 und 4

² Er [der Bund] regelt insbesondere:
b. **Aufgehoben**

³ Tierversuche und Menschenversuche sind verboten. Tierversuche gelten als Tierquälerei bis hin zum Verbrechen. Dies und alles Nachfolgende gelten sinngemäss für Tier- und Menschenversuche:

a. Erstanwendung ist nur zulässig, wenn sie im umfassenden und überwiegenden Interesse der Betroffenen (Tiere wie Menschen) liegt; die Erstanwendung muss zudem erfolgversprechend sein und kontrolliert und vorsichtig vollzogen werden.

b. Nach Inkrafttreten des Tierversuchsverbotes sind Handel, Einfuhr und Ausfuhr von Produkten aller Branchen und Arten verboten, wenn für sie weiterhin Tierversuche direkt oder indirekt durchgeführt werden; bisherige Produkte bleiben vom Verbot ausgenommen, wenn für sie keinerlei Tierversuche mehr direkt oder indirekt durchgeführt werden.

c. Die Sicherheit für Mensch, Tier und Umwelt muss jederzeit gewährleistet sein; falls dazu bei Neuentwicklungen respektive Neueinfuhren keine amtlich anerkannten tierversuchsfreien Verfahren existieren, gilt ein Zulassungsverbot für das Inverkehrbringen respektive ein Verbot der Ausbringung und Freisetzung in der Umwelt.

d. Es muss gewährleistet sein, dass tierversuchsfreie Ersatzansätze mindestens dieselbe staatliche Unterstützung erhalten wie vormals die Tierversuche.

⁴ Für den Vollzug der Vorschriften sind die Kantone zuständig, soweit das Gesetz ihn nicht dem Bund vorbehält.

Art. 118b Abs. 2 Bst. c und 3

² Für die Forschung in Biologie und Medizin mit Personen beachtet er [der Bund] folgende Grundsätze:
c. **Aufgehoben**

³ Forschungsvorhaben müssen den Anforderungen von Artikel 80 Absatz 3 Buchstabe a genügen.

Art. 197 Ziff. 12

^{12. Übergangsbestimmung zu Art. 80 Abs. 2 Bst. b, 3 und 4 sowie Art. 118b Abs. 2 Bst. c und 3 (Tierversuchsverbot und Menschenversuchsverbot)}

Bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Bestimmungen erlässt der Bundesrat innerhalb von zwei Jahren nach Annahme von Artikel 80 Absätze 2 Buchstabe b, 3 und 4 sowie Artikel 118b Absätze 2 Buchstabe c und 3 durch Volk und Stände die erforderlichen Ausführungsbestimmungen.

Auf dieser Liste können nur Stimmberechtigte unterzeichnen, **die in der genannten politischen Gemeinde** in eidgenössischen Angelegenheiten **stimmberechtigt** sind. Bürgerinnen und Bürger, die das Begehr unterstützen, mögen es handschriftlich unterzeichnen.

Kanton: **Postleitzahl:** **Politische Gemeinde:**

	Name (eigenhändig und in Blockschrift)	Vornamen (eigenhändig und in Blockschrift)	Geburtsdatum (Tag/Monat/Jahr)	Wohnadresse (Strasse und Hausnummer)	Eigenhändige Unterschrift	Kontrolle (leer lassen)
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

Wer bei einer Unterschriftensammlung **besticht oder sich bestechen lässt** oder wer das Ergebnis einer Unterschriftensammlung für eine Volksinitiative **fälscht**, macht sich **strafbar** nach Art. 281 beziehungsweise nach Art. 282 des Strafgesetzbuches.

Das Initiativkomitee, bestehend aus nachstehenden Urheberinnen und Urhebern, ist berechtigt, diese Volksinitiative mit absoluter Mehrheit seiner stimmberechtigten Mitglieder zurückzuziehen:

Dr. med. **Renato Werndli**, Jakob Oeschstr. 1, 9453 Eichberg SG ; **Simon Kälin-Werth**, Dipl. Natw. ETH, Umwelphysiker, Albisstrasse 113, 8038 Zürich ; **Irene Varga**, Dipl. Natw. ETH, Weierstrasse 17, 9305 Berg SG ; **Luzia Osterwalder**, Naturheilpraktikerin, Schorenstrasse 1, 9000 St. Gallen ; **Andreas Graf**, Steinacherwiesen 512, 9323 Steinach ; **Urs Hans**, Biobauer, Turbenthal, Neubrunn 1672, 8488 Turbenthal ; Avv. **Cristina Clemente**, viale Verbano 3a, 6600 Muralto ; **Susi Kreis**, Maurenstrasse 2, 8575 Bürglen TG ; **Lisbett Pfaff**, Medizinwissenschaftliche Übersetzerin, Allmendstrasse 4, 4410 Liestal

Ablauf der Sammelfrist: 3. April 2019.

Die unterzeichnete Amtsperson bescheinigt hiermit, dass obenstehende (Anzahl) Unterzeichnerinnen und Unterzeichner der Volksinitiative in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind und ihre politischen Rechte in der erwähnten Gemeinde ausüben.

Amtsstempel:

Die zur Bescheinigung zuständige Amtsperson (eigenhändige Unterschrift und amtliche Eigenschaft):

Ort: Eigenhändige Unterschrift:

Datum: Amtliche Eigenschaft:

Informationen und Unterschriftenbogen via Komitee-Adresse oder www.tierversuchsverbot.ch oder Praxis Dr. R. Werndli 071 755 75 22 oder irene.varga@sunrise.ch. Wenn Sie das Anliegen dieser Volksinitiative unterstützen möchten, können Sie diese Unterschriftenliste ausdrucken, ausfüllen, in einen Briefumschlag stecken (es müssen nicht alle Zeilen ausgefüllt sein) und **möglichst früh vor dem 3. April 2019 senden an:**

IG Tierversuchsverbots-Initiative CH, 9000 St. Gallen – Altfällige finanzielle Unterstützung gerne an: 61-611395-6 – IBAN: CH39 0900 0000 6161 1395 6

Pneumologe wegen Falschaussage zu sechs Monaten Gefängnis bedingt verurteilt

Bei der Anhörung vor der Untersuchungskommission des französischen Senats am 16. April 2015 schätzte der Pneumologe Michel Aubier, damals Chefarzt am Pariser Hôpital Bichat, die Zahl der durch Luftverschmutzung verursachten Krebsfälle als «extrem gering» ein.



Michel Aubier bei seiner Eidesablegung vor der Untersuchungskommission des französischen Senats im April 2015

Ausserdem sagte Aubier unter Eid aus, er habe keinerlei Interessenverbindungen zu «wirtschaftlichen Akteuren», und schwor, dass er «die Wahrheit und nichts als die Wahrheit» sage. Einige Monate zuvor hatte der von den Medien geschätzte Spezialist in einer Fernsehsendung versichert, dass die Luftverschmutzung keinen Krebs verursache.

Später allerdings deckten mehrere französische Medien auf, dass Michel Aubier seit 1997 für den Mineralölkonzern Total als «medizinischer Berater der Generaldirektion» tätig ist und dafür alljährlich 100'000 Euro kassiert. Diesen Sachverhalt gab der Pneumologe im März 2016 vor der Senatskommission, die hinter verschlossenen Türen tagte, schliesslich zu. Überdies hatte Aubier als Mitglied einer Kommission der obersten französischen Gesundheitsbehörde in der Offenlegung seiner Interessenbindungen weder die Tätigkeit für Total noch seine Zusammenarbeit mit verschiedenen Labors wie MSD France, PPD France, Resal und Laser angegeben.

Das Pariser Strafgericht hat Michel Aubier am 5. Juli 2017 wegen Falschaussage zu einer bedingten Haftstrafe von sechs Monaten und einer Geldstrafe in der Höhe von 50'000 Euro verurteilt. Das Gericht ging mit seinem Urteil weiter als die Staatsanwaltschaft, die lediglich eine Geldstrafe von 30'000 Euro gefordert hatte. «Für mich gab es keinen Interessenkonflikt», betonte der Pneumologe, dessen Vertrag mit Total bis Ende Jahr weiterläuft, bei der Anhörung mehrmals. Michel Aubier ist damit die erste Person, die wegen Meinungsverschiedenheiten vor einer parlamentarischen Untersuchungskommission verurteilt wurde.



Medikament gegen Osteoporose kann multiple Frakturen verursachen

Der Wirkstoff gegen Osteoporose Denosumab (Prolia) hat bei einigen Patientinnen unerwünschte Nebenwirkungen verursacht: Laut Swissmedic besteht nach Absetzen einer Therapie mit Denosumab das «Risiko multipler Wirbelfrakturen».

In ihrer Ausgabe vom 19. April 2017 beschreibt die Revue Médicale Suisse einen «Rebound-Effekt»: Die zellulären Faktoren des Knochenmasseverlusts, die Denosumab vorübergehend ausbremsst, werden nach Absetzen des Medikaments alle gleichzeitig und abrupt wieder aktiv. Aufgrund des Toxizitätsrisikos ist die Einnahmedauer des Medikaments jedoch gezwungenermassen begrenzt. Eine Einnahme über einen längeren Zeitraum würde den Rebound-Effekt zudem noch verstärken.

Statt das Medikament vom Markt zu nehmen, empfehlen die Fachleute, den Rebound-Effekt mit Bisphosphonaten abzuschwächen. Doch diese Wirkstoffe, die vor der Zulassung von Denosumab im Jahr 2010 gegen Osteoporose eingesetzt wurden, stehen ebenfalls im Verdacht, Spontanfrakturen zu verursachen.

In der Schweiz sind 500'000 bis 600'000 Personen von Osteoporose betroffen, etwa 10'000 werden mit dem Wirkstoff Denosumab behandelt.

<https://www.revmed.ch/RMS/2017/RMS-N-559/Denosumab-en-routine-clinique-precautions-a-prendre-avant-pendant-et-apres>

Feria de Palavas: Die Zeit der Stierkämpfe ist vorbei



2. Oktober 2017 - In den Arenen im französischen Palavas-les-Flots sollen in den nächsten Jahren keine Corridas mehr stattfinden – hauptsächlich aus wirtschaftlichen Gründen, wie Bürgermeister Christian Jeanjean betont. Seit Langem ziehen die Stierkämpfe nicht mehr genug Zuschauer an. Traurig ist man darüber nicht. Palavas hat die Feria bisher mit 145'000 Euro unterstützt und kann dank der Abschaffung der Corridas 60'000 Euro sparen. Auch die Sicherheitsmassnahmen gegen die Stierkampfgegner gingen laut dem Bürgermeister ins Geld. Das zeigt: Der Protest gegen Tierquälerei ist niemals umsonst.

Tschechien verbietet Nerz- und Fuchsfarmen

Das tschechische Abgeordnetenhaus hat am 20. Juli 2017 eine Änderung des Tierschutzgesetzes verabschiedet, die ab Januar 2019 alle Pelzfarmen im Land verbietet.

In einer kürzlich durchgeföhrten Umfrage befürworteten 83 Prozent der tschechischen Bürger ein solches Verbot. Die Gesetzesänderung, welche die Zucht und Tötung von Tieren «ausschliesslich oder hauptsächlich wegen ihres Fells» verbietet, wurde von Präsident Miloš Zeman am 1. August 2017 unterzeichnet. Aktuell gibt es in der Tschechischen Republik noch neun Pelzfarmen, auf denen rund 20'000 Tiere gehalten werden. Ihre Eigentümer haben Anspruch auf eine finanzielle Entschädigung, deren Höhe vom Landwirtschaftsminister festgelegt wird.



Gucci verbannt Pelz aus seiner Kollektion

12. Oktober 2017 - Gucci wolle mit dem Pelzverzicht demonstrieren, «dass Nachhaltigkeit ein Kernbestand» seines Geschäfts sei, liess Gucci-Chef Marco Bizzarri verlauten.

Recht hat er. Pelztragen ist nicht nur grausam. Die industrielle Tierhaltung und die zahlreichen chemischen Behandlungen des Fells verursachen auch erhebliche Umweltschäden. Pelz hat mit Nachhaltigkeit nicht das Geringste zu tun.

Keine Wildtiere mehr in irischen Zirkussen

10. November 2017 - Irland verbietet ab dem 1. Januar 2018 Zirkusvorführungen mit Wildtieren. Verstöße werden mit einer Geldstrafe von bis zu 250'000 Euro oder einer Gefängnisstrafe von bis zu fünf Jahren geahndet.

«Das ist ein fortschrittlicher Entscheid, der von unserem Engagement für das Tierwohl zeugt», liess der irische Landwirtschaftsminister Michael Creed verlauten. «Die Bevölkerung teilt diese Meinung und ich freue mich, dass ich ihrem Wunsch entsprechen kann.»



Der Zirkus Joseph Bouglione verzichtet auf Tiernummern

18. Mai 2017 - Frankreich - Der Cirque Joseph Bouglione hat bekannt gegeben, dass er künftig auf Tiernummern verzichtet. Gleichzeitig ruft er dazu auf, den «traditionellen» Zirkus zu überdenken.

Künftig werden in diesem Zirkus also weder Elefanten zu sehen sein, noch Tiger, die durch brennende Ringe springen. Die Tiere wurden in französischen Tierheimen und Tierpärken untergebracht. Beeinflusst wurde die Entscheidung auch von den Zuschauern, denen das Tierwohl immer mehr am Herzen liegt. Die Direktoren André und Sandrine Bouglione fordern nun auch andere Zirkusse auf, ihrem Beispiel zu folgen.

«Ich habe aus Liebe zu den Tieren und aus Respekt vor dem Publikum damit aufgehört», sagte André Bouglione. «Ich habe eine Umfrage gelesen, die besagte, dass 80 Prozent der Franzosen Wert auf das Wohlergehen der Tiere legen. Unser Ziel ist es, eine Show für die ganze Familie zu bieten. Wenn das Tierwohl den meisten Familien ein wichtiges Anliegen ist, dann sollten wir keine Nummern mehr bringen, die ihnen Unbehagen bereiten. Ich möchte keine Tiernummern vor einem Publikum aufführen, das bei einem Zirkusbesuch moralische Bedenken hat.» André Bouglione gibt auch zu, dass das Leid der Tiere dem Publikum weitgehend verborgen bleibt. «Die meisten Zirkusse sollten keine Tiere halten, weil sie diese schlecht behandeln. Das ist meine Meinung, und ich masse mir nicht an, den anderen Zirkussen vorzuschreiben, ebenfalls auf Tiernummern zu verzichten. Doch ich denke, dass meine Entscheidung die traditionelle Zirkuswelt dazu bringen kann, sich selbst zu hinterfragen, denn diese Probleme bestehen bereits seit 20 oder 30 Jahren.»

Keine Wildtiere mehr in rumänischen Zirkussen

Das rumänische Parlament hat am 13. Juni 2017 ein Gesetz verabschiedet, das Wildtiere in Zirkussen künftig verbietet. Seit Jahren hatten rumänische Tierschützer ein solches Verbot gefordert, wie es bereits in mehreren EU-Ländern existiert.

Zirkusse und umherreisende Artistengruppen dürfen für Aufführungen keine Tiere mehr einsetzen, die «in Gefangenschaft geboren oder in freier Wildbahn gefangen» wurden, und zwar unabhängig davon, wie zahm die Tiere sind. Ausgenommen von dieser Regelung sind Delphine und einige exotische Vogelarten. Bei Verstößen gegen das Gesetz, das von Präsident Klaus Johannis noch formell verabschiedet werden muss, drohen Strafen bis zu einem Jahr Gefängnis. Die Zirkusse haben eine Frist von maximal 18 Monaten, um die vom Gesetz betroffenen Tiere in einem Tierpark oder Zoo unterzubringen.

Der erstmals 2015 vorgelegte Gesetzesentwurf wurde Anfang 2017 wieder aufgenommen, nachdem zwei Tiger, mehrere Hängebauchs Schweine, Katzen und Hunde bei einem Brand im Zirkus Globus in Bukarest verendet waren. Nach diesem Ereignis kamen über 60'000 Unterschriften zusammen, die ein Verbot von Tieren in Zirkussen forderten. In der Schweiz hat der Bundesrat sich schon mehrmals gegen ähnliche Vorstösse ausgesprochen.



InterNICHE

Tätigkeitsbericht 2016

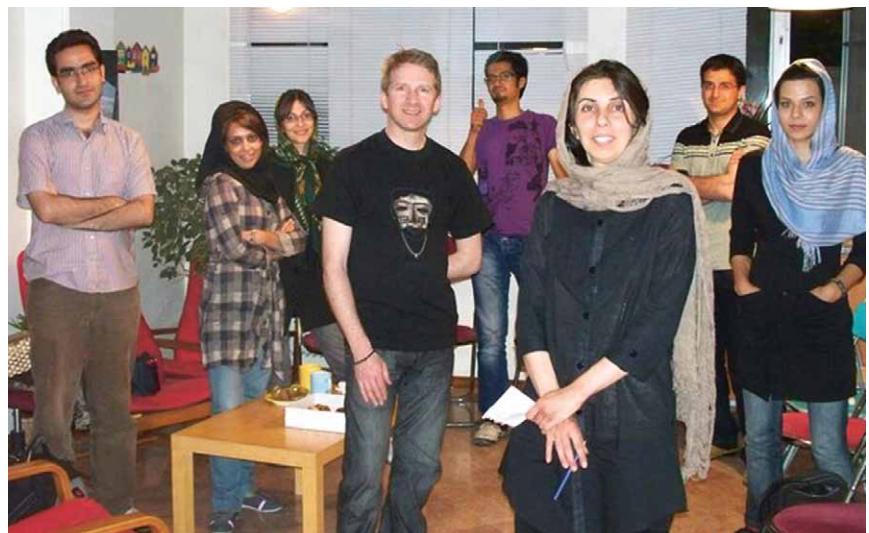
InterNICHE konnte 2016 im Kampf gegen Tierversuche und für alternative Unterrichtsmethoden ohne Tierquälerei erneut Fortschritte erzielen. Die Tätigkeit unseres Netzwerks geniesst mittlerweile internationale Anerkennung.

InterNICHE ist ein internationales Netzwerk aus Studierenden und Professoren, die sich gegen Tierversuche in Forschung und Unterricht einsetzen. Das 1988 unter der Bezeichnung EuroNICHE gegründete Netzwerk wurde im Jahr 2000 in InterNICHE umbenannt, nachdem sich dieses an internationalen Projekten beteiligt und so seine Tätigkeitsfeld infolgedessen erweitert hatte. InterNICHE verfügt heute über Koordinatoren in rund dreissig Ländern. Die LSCV unterstützt InterNICHE seit vielen Jahren finanziell. Sie vertreibt in der Schweiz insbesondere das Buch „From Guinea Pig to Computer Mouse“. Dieses Werk umfasst über 500 Methoden, mit denen sich Tierversuche im Unterricht ersetzen lassen.

Iran

Die iranische InterNICHE-Partnerorganisation IAVA (Iranische Vereinigung gegen Tierversuche) ist zwar klein, setzt sich aber sehr aktiv und als einzige Organisation des Landes gegen Tierversuche ein. Sie bewegt sich in einem schwierigen Umfeld, in dem Kampagnen nicht alltäglich sind und Tiere, vor allem Hunde, oft sehr schlecht behandelt werden. Die Vereinigung, die sich vorwiegend aus Akademikern zusammensetzt, wurde vor sechs Jahren vom InterNICHE-Länderkontakt Dr. Ramak Roshanaie gegründet und hat seither mehrere erfolgreiche Kampagnen für den Ersatz von Tierversuchen durchgeführt, unter anderem in Zusammenarbeit mit mehreren Hochschulen für Veterinärmedizin.

Zudem hat die IAVA an Universitäten und Hochschultagungen im ganzen Land Seminare und Multimedia-Ausstellungen zu den von InterNICHE angebotenen Alternativmethoden organisiert. 2016 hat die Vereinigung den ersten Hochschulausschuss für Tierrechte ins Leben gerufen und sich bei den Ministerien für Bildung, Gesundheit und Wis-



senschaft für eine Weiterentwicklung des nationalen Bildungssystems eingesetzt. Zurzeit wird die InterNICHE-Website ins Persische übersetzt, um ethisch vertretbare Lehrmethoden bekannt zu machen sowie Lehrpersonen und Studierende bei deren Umsetzung zu unterstützen. In mehreren anatomischen, pathologischen, physiologischen, pharmakologischen, toxikologischen und chirurgischen Übungen konnte das

Tiermodell bereits durch Software, Simulatoren und die Einführung eines Organspendenprogramms von verstorbenen Tieren aus ethischer Tierhaltung ersetzt werden. Die Aktivisten haben zudem Tiere, die in Hochschulen für Veterinärmedizin für Experimente eingesetzt wurden oder dafür vorgesehen waren, befreit und neu platziert. Dafür mussten sie die Tiere in der Regel kaufen oder eine Bewilligung einholen.

Nordamerika

Die Planung, Ausarbeitung, Ausgestaltung und das Fundraising für die Grossprojekte von InterNICHE werden stetig weitergeführt. Zu diesen Projekten gehören etwa der Film über alternative Lehrmethoden in der Veterinärmedizin, die Fallstudienansammlung und die nächste grosse Konferenz. Der InterNICHE-Koordinator Nick Jukes hat gemeinsam mit Dr. Olivier Berreville, dem InterNICHE-Länderkontakt in Kanada, und weiteren InterNICHE-Mitgliedern eine Fünfjahresstrategie für die mögliche Umsetzung eines ehrgeizigen Projekts in Nordamerika erarbeitet. Erweist sich die Fundraising-Kampagne als erfolgreich, könnten mit dem Projekt nicht nur riesige Fortschritte in Kanada und den USA erzielt werden, sondern es würde uns auch ein Aktionsmodell in die Hand gegeben, das dank dem Film, der Fallstudienansammlung und dem Einsatz weiterer neuer Ressourcen auch international umgesetzt werden könnte.

Alternativen-Leihsystem

Das Alternativen-Leihsystem wird von Mariana Vieira Crespo, unserem neuen Länderkontakt in Portugal, betreut. 2016 wurden darüber tierfreie Ersatzmethoden für Versuche sowie für Präsentationen an Veranstaltungen in der Schweiz, Frankreich, Kroatien, Deutschland, Dänemark und Portugal zur Verfügung gestellt. Nick Jukes trat an einigen dieser Anlässe als Redner auf und führte die alternativen Methoden vor. Überall auf der Welt betreiben oder schaffen InterNICHE-Länderkontakte oder -Partner weitere regionale Leihsysteme, so etwa in Russland, Peru, Kenia, Südafrika und Indien. Nun gilt es, die für die Aktualisierung und Erweiterung der Leihsysteme notwendigen finanziellen Mittel zusammenzutragen.

Online-Datenbank

Die InterNICHE-Alternativendatenbank wurde 2016 um über 50 neue Alternativmethoden, grösstenteils Modelle und Software, ergänzt. Ergänzend zu den Online-Ressourcen haben Android- und iPhone-Apps grosses Potenzial. Dank der Verhandlungen, die Dmitry Leporsky, unser Länderkontakt in der Ukraine und Betreuer der Alternativen-datenbank, mit verschiedenen Univer-



sitäten geführt hat, konnten zahlreiche Tierversuche ersetzt werden. 2016 konnten dank drei neuer Abkommen mit Universitäten jährlich fast 1800 Wirbellose und Wirbeltiere, die in physiologischen und anderen Praktika zum Einsatz kommen, gerettet werden.

Dmitry Leporsky entwickelt zusammen mit den russischen InterNICHE-Partnern Vadim Danko und Maxim Kolonok sowie mehreren Lehrpersonen Software, die ab 2017 neue Alternativen ermöglicht. Die Software eröffnet insbesondere ein grosses Potenzial im Bereich der Physiopathologie, wo häufig besonders grausame Tierexperimente durchgeführt werden, für die es bislang kaum Alternativen gab. Die Software wird von InterNICHE grossflächig vertrieben und gratis zur Verfügung gestellt, um ihre Verbreitung und Nutzung zu fördern.

Dmitry Leporsky reiste 2016 nach Weisrussland, wo er zusammen mit den neuen russischen InterNICHE-Partnern einer Universität fünf revidierte Computer übergab, mit denen im Rahmen eines neuen Abkommens jährlich Versuche an rund 400 Mäusen ersetzt werden können. Ausserdem fand 2016 ein erster Besuch in Kasachstan statt, wo ein Seminar für Lehrpersonen aus dem ganzen Land durchgeführt wurde. Nach dieser ersten Sensibilisierungsaktion wird 2017 im Kaukasus und in Zentralasien eine grössere Veranstaltung mit regionaler Ausstrahlung stattfinden, an der auch Nick Jukes teilnehmen wird. In diesem Rahmen stehen voraussichtlich Besuche in Armenien, Georgien, Kasachstan und Usbekistan an.



Kroatien

In Kroatien führte InterNICHE in Zusammenarbeit mit der Partnerorganisation Animal Friends Croatia und dem Landwirtschaftsministerium ein eintägiges Seminar zum Thema Alternativmethoden durch, das sich an Regierungsbehörden und Mitglieder von Ethikkommissionen richtete. Teilnehmer aus dem ganzen Land reisten an, darunter auch leitende Beamte, Lehrpersonen und Vertreter lokaler Ethikkommissionen verschiedener Universitäten. In den vergangenen zwei Jahren konnten in Kroatien ermutigende Fortschritte erzielt werden. Universitäten und Ethikkommissionen denken heute ernsthaft über Alternativmethoden nach und lehnen gewisse Gesuche für grausame Tierversuche ab. Sie orientieren sich dabei am Tierschutzgesetz von 2006 sowie an einem neuen, an der europäischen Richtlinie 2010/63/EU ausgerichteten Gesetzesentwurf, der neu auch die Bil-

dung und Lehre einschliessen soll. Auf der Primar- und Sekundarstufe sind tierverbrauchende Methoden in Kroatien bereits heute verboten. InterNICHE und Animal Friends arbeiten weiter darauf hin, tierquälerische Versuche auch in der höheren Bildung zu verbieten.

Serbien

Dr. Katarina Novaković, Mitglied bei der InterNICHE-Partnerorganisation ORCA, informierte am Seminar über die Fortschritte bei der Umsetzung von Alternativmethoden sowie über die Chancen und Herausforderungen der Ethikkommissionen in Serbien. Dank des aktiven Einsatzes von Dr. Novaković und im Zuge einer Phase der progressiven sozialen Ausrichtung Serbiens hatte der ehemalige serbische Präsident Boris Tadić 2005 die ORCA-Resolution über das Tierwohl unterzeichnet. Diese mündete schliesslich in der Schaffung des ersten Tierschutzgesetzes von 2009. Gemäß dessen Artikel 44 sind Tierversuche an Primar-, Sekundar- und Mittelschulen sowie im Grundstudium verboten. Der Artikel wurde so formuliert, dass er der Politik von InterNICHE möglichst nahe kommt.

Dr. Novaković setzte 2016 vielfältige Kampagnen-Aktivitäten um, die unter anderem die Arbeit der Ethikkommissionen und die Ablehnung von Gesuchen für Experimente und Sezierungen, ein Sensibilisierungsprogramm bei nicht akkreditierten und konformen Universitäten sowie Überzeugungsarbeit einschlossen. Sie wird auch 2017 weiterhin Daten zum Tierverbrauch sammeln, die Weiterbildung von Laien in Ethikkommissionen auf nationaler Ebene koordinieren und den Artikel 44 bei der nächsten Gesetzesprüfung verteidigen. Die in Serbien entwickelten Ressourcen werden nun auch in Kroatien zur Verfügung gestellt. Dabei handelt es sich insbesondere um ein Handbuch für physiologische Praktika. Die von der Medizinischen Fakultät der Universität Belgrad herausgegebene Publikation informiert über eine ganze Reihe von alternativen Lehrmethoden im Bereich Physiologie. Dr. Novaković ist der neue InterNICHE-Länderkontakt in Serbien, Maja Orešković übernimmt dieselbe Funktion für Kroatien.

Deutschland

Dr. Hans Braun von der Universität Marburg präsentierte die neuste Ver-



sion des Software-Paktes Virtual Physiology der Öffentlichkeit. InterNICHE unterstützt die Nutzung des virtuellen Labors mit Programmen wie SimNerv und SimMuscle schon seit seiner Entwicklung Anfang der 1990er-Jahre und wird sich demnächst in einer grossen Promotionskampagne engagieren. Die Universitäten müssen die Software-Lizenz kaufen, den Studierenden stellen die Entwickler jedoch grosszügig eine kostenlose Demo-Vollversion zur Verfügung. Die InterNICHE-Partnerorganisation SATIS arbeitet zusammen mit PETA an der Aktualisierung des SATIS-Ethikrankings für deutsche Hochschulen. Diese Datenbank hält deutschlandweit die Lehrmittelsituation bezüglich Tierversuchen und Alternativen fest und zeigt auf, wie das Recht auf Gewissensfreiheit wahrgenommen werden kann.

Frankreich

Gegenwärtig läuft in Frankreich eine Kampagne zum Ersatz von Tierversuchen an einer erstklassigen, auf experimentelle Chirurgie spezialisierten Hochschule für Medizin. Parallel wird eine Debatte über Sezierübungen an Schulen geführt. Dank eines Teilverbots konnten einige Tierversuche ersetzt werden, doch noch darf jede Lehrperson selber entscheiden, ob sie Tiere

einsetzen will oder nicht. Die Überzeugungsarbeit, um das Bildungsministerium zu einem Verbot sämtlicher Sezierungen in Schulen zu bewegen, wird fortgesetzt. 2016 wurde eine neue Organisation für Biologielehrer gegründet, die sich für ethische Lehrmethoden stark macht. Zudem haben einige Studierendengruppen bei InterNICHE Alternativen ausgeliehen. Das Tierwohl scheint in Frankreich zunehmend Beachtung zu finden. Das zeigt auch der Kongress zum Ersatz von Tierversuchen und für Alternativmethoden, den einige französische Politiker organisiert haben.

Portugal

An der Universität Porto wurde ein einstiges Seminar zu Alternativen in Bildung und Lehre durchgeführt. Das Ziel des Anlasses war, den Ersatz von Tierversuchen voranzubringen. Dieser Prozess ist von einigen Lehrpersonen bereits angestoßen worden, wird aber durch andere Lehrpersonen und die Hochschulverwaltung behindert. Nick Jukes und Mariana Vieira Crespo haben außerdem eine Gruppe von Studierenden einer Universität in Lissabon unterstützt. Die Gruppe will den Neukauf von Hunden verhindern, die von Studierenden für klinische und chirurgische Übungen verwendet werden. Sie engagiert sich außerdem dafür, dass die alten Hunde, an denen jahrelang Versuche durchgeführt wurden, gerettet und neu platziert werden. Zudem führen sie die übers InterNICHE-Alternativen-Leihsystem verfügbaren Unterrichtsmittel vor. Die Universität hat bereits ein Hundephantom erworben, doch InterNICHE möchte sie von einer vollständigen Umstellung auf Alternativmethoden überzeugen und bietet ihr dafür Unterstützung an.

Brasilien

In Brasilien konnten unter anderem in zwei Bereichen grosse Fortschritte erzielt werden: Zum einen trat ein nationales Gesetz in Kraft, welches das Recht auf Gewissensfreiheit bei Tiermissbrauch, beispielsweise bei Tierversuchen, feststellt. Zum andern schreitet die laufende Kampagne für ein nationales Verbot von Tierversuchen in Bildung und Unterricht voran. Um die Forderung nach einem Verbot zu unterstützen, hat InterNICHE weltweit den Versand von Unterstützungsschreiben organisiert. Sie wurden von Organisationen, Entscheidungsträgern und Lehrpersonen unterzeichnet, die ausschliesslich Alternativmethoden einsetzen oder dies zumindest unterstützen. Die Schreiben wurden der für die Kontrolle von Tierversuchen zuständigen Regierungsstelle CONCEA übergeben. An der nationalen Konferenz der CONCEA wurde zudem ein detailliertes Schreiben von InterNICHE verlesen. Aufgrund der chaotischen politischen Zustände, die zurzeit in Brasilien herrschen, wurde die Entscheidung über ein Verbot auf März 2017 verschoben. Der Initiator dieses und vieler weitere Vorstösse, Dr. Róber Bachinski, ist nach vielen Jahren der informellen Zusammenarbeit nun offiziell der neue InterNICHE-Partner in Brasilien.

Südafrika

Die InterNICHE-Partnerorganisation NSPCA hat ein Modell einer Ratte für den Grundlagenunterricht in Anatomie an Schulen und Hochschulen entwickelt sowie ein Produktions- und Vertriebssystem für das Modell auf die Beine gestellt. Zurzeit wird ein erweitertes alternatives Frosch-Modell entwickelt. Die Alternativen werden mit Unterstützung von InterNICHE in der ganzen Welt zum Verkauf angeboten. Die NSPCA hat zudem Umfragen zum Thema Alternativmethoden an Schulen und Universitäten durchgeführt, um die Bedürfnisse besser zu erfassen und somit den Umstellungsprozess gezielter zu unterstützen.

Ägypten

Der Veterinärmediziner Fawzy Elnady von der Universität Kairo, der Erfinder der kostengünstigen Elnady-Präparationsmethode, entwickelt seine Methode weiter. Er präpariert die Kadaver von bei Unfällen verstorbenen, ethisch korrekt gehaltenen Tieren, die in der Tierklinik nicht

mehr gerettet werden konnten, und hat daraus ein neues Simulationslabor für den Unterricht in Anatomie, klinischer Kompetenz und Chirurgie entwickelt. Einige der Präparate werden zusammen mit künstlichen Materialen zu komplexeren Modellen zusammengefügt, was neue Alternativen wie etwa ein Modell für Dystokie (gestörter Geburtsverlauf) bei Kühen ermöglicht. Weitere Präparate werden in ein neues, mit der Unterstützung von InterNICHE geschaffenes universitäres Ausbildungszentrum verschickt, wo sie den Studierenden vertiefte praktische Erfahrungen ermöglichen und zum schrittweisen Verzicht auf die an der Universität, besonders im Bereich Chirurgie, nach wie vor praktizierten Versuche an lebenden Tieren beitragen. Demo-Videos zu Alternativmethoden sind online über YouTube verfügbar. Zudem wurden neue wissenschaftliche Artikel über diese Methode veröffentlicht, an denen auch Nick Jukes mitgearbeitet hat.

Israel

Tamir Lousky hat fünf Studierende aus verschiedenen Landesregionen unterstützt, die aus Gewissensgründen keine Tierversuche ausführen wollen. Sie können nun ihr Studium ungehindert fortsetzen, ohne Experimente an Tieren durchführen zu müssen. Zusammen mit der israelischen Gesellschaft für die Abschaffung von Tierversuchen (ISAV) organisiert InterNICHE Israel zurzeit eine umfangreiche, landesweite Medienkampagne. Sie zielt darauf ab, die Tierversuche in allen obligatorischen Kursen von medizinischen Studiengängen abzuschaffen. In zwei der vier israelischen Hochschulen für Medizin werden nach wie vor physiologische und chirurgische Praktika, insbesondere im Bereich Traumatologie, durchgeführt. Die Traumatologiekurse, die von den Israelischen Verteidigungsstreitkräften (IDF) an lebenden Schweinen erteilt werden, stehen ebenfalls in der Kritik. Die Kampagne soll die Aufmerksamkeit auf mögliche Aktionen lenken, von der Nutzung sozialer Medien bis zur Beschreibung des Rechtswegs.

Diverse Aktionen

Dr. Berreville, der unser Länderkontakt in Kanada, setzt sich zusammen mit anderen Organisationen weiterhin dafür ein, dass die grausamen Tierversuche an der University of British Columbia (UBC) durch Alternativmethoden ersetzt werden. Zudem wurde eine nationale Peti-

tion lanciert, die ein Verbot dieser Versuche fordert. Die InterNICHE-Partnerin in Argentinien, Dr. Martha Gutiérrez, arbeitet auf den Entwurf eines neuen Tierschutzgesetzes hin, das nach der Revision 2017 dem Nationalkongress präsentiert werden soll. InterNICHE wird sich an diesem Prozess beteiligen. In Grossbritannien wurde eine Kampagne gegen den Einsatz von Rentieren auf einem Markt der Universität organisiert. Zudem haben mehrere Studierende von ihrem Recht auf Gewissensfreiheit Gebrauch gemacht. Es werden laufend neue Informationsanfragen bearbeitet. Neu wurde die Zusammenarbeit mit Lehrpersonen aus Marokko sowie aus Zentralasien aufgenommen, die sich für Alternativen interessieren oder diese bereits einsetzen.

Programm 2017

InterNICHE plant einen Besuch in Indien, um öffentliche Vorträge zu halten, Veranstaltungen zum Thema virtuelle Labors zu moderieren und Weiterbildungen auf nationaler Ebene zu organisieren. Weiter sind von der Regierung genehmigte Treffen geplant, an denen wissenschaftliche Beiräte teilnehmen. Möglicherweise wird unsere kenianische Partnerorganisation ANAW (Africa Network for Animal Welfare) 2017 gemeinsam mit InterNICHE eine panafrikanische Veranstaltung in Kenia organisieren. Nick Jukes wird zudem den Vorsitz des 10. Weltkongresses über Alternativen zu Tierversuchen und den Einsatz von Tieren in den Biowissenschaften (WC 10) übernehmen, der im August 2017 in den USA stattfindet. InterNICHE wird eine Reihe von Tagungsbeiträgen zum Thema Alternativmethoden einreichen.

Wir danken der LSCV und ihren Mitgliedern für die wertvolle Unterstützung unserer Arbeit, die wird gemeinsam mit unseren Länderkontakte, Partnerorganisationen und Mitarbeitenden leisten. Ohne die LSCV wäre unser Engagement für Alternativmethoden, für ethisch vertretbaren Unterricht und dessen Umsetzung nicht möglich.



Freundliche Grüsse
Nick Jukes

Mémento

Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza. A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote. Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

Un immenso grazie!

Personne di contatto

Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV ?

Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch

Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?

Per la Svizzera tedesca, contattate (in tedesco) il nostro co-vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Per la Svizzera romanda, contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Nicoulin ed il nostro notre co-vice Presidente Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ?

Contattate via mail o allo 022 349 73 37 la nostra segreteria : Laurianne Nicoulin (francese, inglese) o Charly Pache (tedesco), lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.00 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 16.00.



Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ?

Contattate Michèle Perroud, incaricata di questo settore: petfood@lscv.ch



Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ? Contattate info@animali-parlemento.ch

I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.30 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 17.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

Indirizzo:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Indirizzo postale

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinviato al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi. Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle cassette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

IMPRINT Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale (LSCV)

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionario sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della «pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo». Si impegna nel «conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale», ed a consentire «il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione». Promuove ed incoraggia finanziariamente «la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica» che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli in vitro) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli in silico). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati.

Pubblicazione : Giornale trimestrale. Tranne indicazione contraria, gli articoli sono redatti in francese dalla LSCV e tradotti. // **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia:** carta riciclata 80 gm² // **Indirizzo:** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Quote e doni

Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Istituto : PostFinance,
Nordring 8,
3030 Bern

Titolare : Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale

Indirizzo : Case postale 148,
1226 Thônex

Libreria caffé LSCV Happy Books

Aperto da giovedì a sabato, dalle 10.00 alle 18.00. Tutti i giovedì, cucina cruda. Venerdì e sabato, cucina tradizionale. Rue Hans-Geiler 2
1700 Friburgo
026 321 12 67 - happybooks@lscv.ch

Servizi per i soci

Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Scaricate on-line il nostro elenco aggiornato nella rubrica «cosmetici»

Per riceverlo in forma cartacea, vogliate contattare l'ufficio della LSCV.

Informazione militante

Numerosi flyer, pieghevoli, autoadesivi ed altro materiale informativo possono esservi inviati gratuitamente. Contattateci. Elenco del materiale : rubrica «Edizioni» www.lscv.ch

Édito

Care e cari Soci,
Care e cari amici della Lega,
Care lettrici e cari lettori,

Il 30 novembre scorso, il Consiglio degli Stati ha respinto con una maggioranza schiacciante la mozione 15.3832 « Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali ». Sui 46 eletti, soltanto 4 hanno sostenuto questa mozione !

Eppure numerose organizzazioni di protezione degli animali si erano mobilitate negli ultimi mesi per incitare i nostri eletti a sostenerla. Abbiamo anche partecipato a numerose sedute a Berna relativamente a questo oggetto parlamentare. Ma per finire, come spesso accade, è stato rifiutato. I prodotti provenienti da animali ingozzati di forza al punto di star male oppure scuoati vivi per la loro pelliccia potranno continuare a fare bella mostra nelle vetrine dei nostri negozi.

Certo possiamo condannare questi consiglieri agli Stati senza cuore o più interessati dal loro portafoglio. E ricominciare, ancora una volta, le nostre azioni presso questi eletti con la speranza che la prossima volta l'insuccesso sarà meno cocente. Ma possiamo anche riflettere sui nostri atti. Questi 42 consiglieri agli Stati, in parte siamo noi ad averli eletti. Le prossime elezioni federali si svolgeranno nel 2019. Vogliamo subire la loro indifferenza per la vita animale per altri quattro anni ?

La piattaforma web animali-parlamento segue i voti nel campo della protezione degli animali dei nostri eletti in Parlamento federale. I 200 membri del Consiglio nazionale ed i 46 del Consiglio degli Stati sono classificati secondo i loro voti: pro o contro gli animali, o posizioni contraddittorie. Far conoscere animali-parlamento intorno a noi, divulgare su ampia scala il link di questo sito internet è un'azione concreta in favore degli animali che prende poco tempo. La maggior parte dei politici mira a farsi rieleggere. Se prendono coscienza che la loro rielezione è in pericolo a causa della loro posizione contro gli animali, gran parte di questi eletti modificherà il proprio voto. **Di eletti favorevoli agli animali ce ne sono in tutti i partiti politici. Dobbiamo sostenerli.** Lamentarci del fatto che la situazione non è buona per gli animali non cambia niente per loro. Far conoscere animali-parlamento, rinforzare la pressione sugli eletti è alla portata di ciascuno di noi !

Aiutateci a far conoscere questa piattaforma, sostenuta da una quindicina di organizzazioni.

Insieme possiamo fare molto !



Vi ringraziamo di cuore per il vostro costante sostegno ed auguriamo a tutte e tutti voi delle magnifiche feste di fine anno.

Luc Fournier
Presidente

Meilleurs Vœux 2018 à tous nos Membres et Sympathisants !

Alles Gute zum 2018

Tanti calorosi auguri per il 2018 ai nostri Soci e simpatizzanti !

La suprastanza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

Attestati di doni 2017 per la dichiarazione dei redditi

I doni effettuati alla LSCV ed altri organismi riconosciuti di pubblica utilità possono essere detratti dalla vostra dichiarazione dei redditi.

Gli importi deducibili (generalmente a partire da Fr. 100.-) sono variabili a dipendenza dei cantoni. La LSCV non dispone di un sistema informatico che genera automaticamente attestati di doni. L'attivazione di questo tipo di sistema e l'invio ogni anno per posta di una decina di migliaia di attestati di doni sarebbero troppo onerosi, tanto più che soltanto una piccola parte di questi attestati sono di fatto utilizzati. La segreteria aggiornerà regolarmente un elenco di soci o donatori che desiderano ricevere un attestato all'inizio dell'anno. Se desiderate essere registrati su questo elenco, basta inviarci un messaggio o telefonarci, i giorni e le ore indicati nell'impressum.

The screenshot shows the homepage of the animali-parlamento.ch website. At the top, there's a large banner with the Swiss Federal Palace and the text "animali-parlamento.ch Chi difende gli animali?". Below the banner are links for "Français", "Deutsch", and "Italiano". A navigation bar includes "HOME", "PARLAMENTO FEDERALE", "ELEZIONI FEDERALI", "CHI SIAMO?", "NEWS", and "CONTATTO".

The "NEWS" section features several articles:

- "LETTERA APERTA AI MEMBRI DELLA COMMISSIONE DELLA SCIENZA, DELL'EDUCAZIONE E DELLA CULTURA (CSEC-S) DEL CONSIGLIO DEGLI STATI" dated 23.11.2017.
- "CSEC-S/ RESPINTA LA MOZIONE 15.3832 + VIETARE L'IMPORTAZIONE DI PRODOTTI OTTENUTI INFILGENDO SOFFERENZE GLI ANIMALI." dated 13 ottobre 2017.
- "STOP ALL'IMPORTAZIONE DI FOIE GRAS OTTENUTO TRAMITE INGOZZAMENTO" dated 30 giugno 2017.

On the right side, there's a petition from "Stop gavage suisse" with the title "Petizione lanciata dall'associazione « Stop gavage suisse » a sostegno della mozione 15.3832 + Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali », depositata dal Consigliere nazionale socialista Matthias Aeblischer (BE).". It includes a QR code and a link: <http://bit.ly/2v2Fzhz>.

At the bottom, there's a note in Italian: "Petizione lanciata dall'associazione « Stop gavage suisse » a sostegno della mozione 15.3832 + Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali », depositata dal Consigliere nazionale socialista Matthias Aeblischer (BE). Grazie di cuore!"



Quali sono le novità degli ultimi 3 mesi ?

Le azioni LSCV in breve

22 settembre 2017

Ginevra – Archiviata dal Gran Consiglio la nostra petizione munita di 24'000 firme « Per Automnales senza crudeltà » con 56 voti contro 6 !

Poichè lo Stato è per legge l'azionista maggioritario del sito di Palexpo che accoglie le Automnales, si chiedeva che questo luogo non facesse più la promozione di articoli come la pelliccia ed il foie gras, la cui produzione è vietata in Svizzera per causa di crudeltà verso gli animali. La LSCV era stata interrogata

dalla commissione delle petizioni il 20 febbraio 2017. La commissione aveva successivamente proposto al Gran Consiglio di respingere la petizione, ciò che ha fatto con una maggioranza schiaccIANte.

Un immenso grazie ai 6 deputati che hanno osato esprimere il loro punto di vista, segnatamente Marc Falquet (UDC) e Sarah Klopmann (Verts). Gli altri 4 voti favorevoli sono dei deputati Verdi Mathias Buschbeck, Sophie Forster Carbone, Guillaume Käser e Frédérique Perler.

23 settembre 2017

Ginevra - Stand LSCV durante la Marcia contro l'estinzione, organizzata dall'associazione Wild Heart. Da vedere in video sul nostro canale Youtube.



26 settembre 2017

Invio di una lettera e di un argomentario a tutte le organizzazioni di protezione degli animali in Svizzera, con la richiesta di sostenere la mozione 15.4241 per il divieto di utilizzare primati in esperimenti suscettibili di comprometterne il benessere, depositata dalla Consigliera nazionale Verde Maya Graf (BL). Il voto in Consiglio nazionale è previsto il 28 settembre. Una lista degli indirizzi mail dei 200 consiglieri nazionali è allegata alla lettera.

27 settembre 2017

Dichiarazione ufficiale del Consiglio di Stato ginevrino sulla riuscita della nostra iniziativa « Per un migliore controllo della sperimentazione animale ». La votazione popolare dovrà intervenire entro un termine massimo di due anni. Una video esplicativa sull'iniziativa con intervista della consigliera nazionale Isabelle Chevalley è on-line sul nostro canale Youtube.

Invio ai 200 consiglieri nazionali di una mail di incitamento ad accettare la mozione 15.4241 per il divieto di utilizzare primati in esperimenti suscettibili di comprometterne il benessere.

29 settembre 2017

Parlamento federale – Il voto sulla mozione 15.4241 per il divieto di utilizzare primati in esperimenti suscettibili di comprometterne il benessere è rinviato all'11 dicembre. Intervista in Parlamento federale della Consigliera nazionale Maja Graf a cura di Athénaïs, messa on-line sul nostro canale Youtube.



30 settembre 2017

Accordo di massima del comitato LSCV per una partecipazione al finanziamento di uno studio clinico nel campo delle neuroscienze. Il progetto mira ad ottenere la validità di un approccio terapeutico – stimolazione elettrica della corteccia cerebrale di pazienti vittime di un incidente cerebro-vascolare (AVC) importante e che si trovano in una impasse terapeutica – senza ricorrere alla sperimentazione animale.





4 ottobre 2017

Ginevra – Lancio per il terzo anno consecutivo in Svizzera romanda della nostra serie di stand contro la pelliccia e per la promozione del « Faux Gras », alternativa vegetale al foie gras. Sono previsti una decina di stand di degustazione di Faux Gras. E' peraltro possibile ordinare direttamente presso la LSCV delle confezioni di Faux Gras per le feste. Da vedere in video sul nostro canale Youtube.



9 ottobre 2017

Ginevra – Dibattito in diretta su Radio Lac tra il Presidente della LSCV ed il genetista Denis Duboule sulle iniziative lanciate contro la sperimentazione animale.

<https://www.radiolac.ch/actualite/une-initiative-pour-interdire-l-experimentation-animale/>



12 ottobre 2017

Parlamento federale – Rifiuto con 9 voti senza opposizione della mozione 15.3832 « Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali », dalla Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura (CSEC-S) del Consiglio degli Stati. La CSEC-S propone al posto della mozione il postulato 17.3967 « Dichiarazione obbligatoria dei metodi di produzione delle derrate alimentari », che è solo fumo negli occhi. Alla stregua dell'ordinanza sulla dichiarazione delle pellicce, in vigore dal 1° marzo 2013 e che tuttora non è applicata da una grande maggioranza di negozi.



16 ottobre 2017

Zurigo – Veglia davanti all'ETH contro gli esperimenti sui primati che dovrebbero iniziare entro la fine dell'anno. Sono in corso discussioni tra diverse organizzazioni per indire un'azione concreta contro questi esperimenti, in particolare tramite il lancio di un'iniziativa cantonale.



18 ottobre 2017

Losanna - Stand contro la pelliccia e degustazione di Faux Gras. Da vedere in video sul nostro canale Youtuber.



19 ottobre 2017

Intervista del Presidente della LSCV per la trasmissione «Rundschau», trasmessa il 1° novembre sulla TV svizzera tedesca SRF, sul tema degli esperimenti sui primati e l'inefficacia dei controlli posti in opera.



14 ottobre 2017

**Neuchâtel - Stand contro la pelliccia
e degustazione di Faux Gras**



Riunione delle organizzazioni LSCV, Stop gavage e Swissveg per coordinare il sostegno alla mozione 15.3832 «Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali».



21 ottobre 2017

Zurigo - 500 persone hanno sfilato per le strade contro la pelliccia, su esortazione della LSCV e di altre 8 organizzazioni. Da vedere in video sul nostro canale Youtube.

22 ottobre 2017

Svizzera romanda – Riunione tra diverse organizzazioni di protezione degli animali attive sul terreno, con l'obiettivo di riunire le competenze di ciascuno e permettere una migliore collaborazione su certe azioni. Laurianne e Athénaïs rappresentavano la LSCV



28 ottobre 2017

Ginevra - Stand contro la pelliccia e degustazione di Faux Gras.

1° novembre 2017

Neuchâtel - Stand contro la pelliccia e degustazione di Faux Gras.

Diffusione di una video NewsLSCV per il lancio del mese vegano, dedicata alle attività portate avanti nel cantone di Friburgo, tra cui due conferenze che saranno organizzate da PEA nella nostra libreria LSCV Happy Books.

5 novembre 2017

Ginevra - Comunicazione al Pubblico ministero, tramite il nostro legale, della nostra determinazione relativamente alla nostra denuncia penale contro gli abbattimenti illegali di animali eseguiti DGAN, agli ordini del Consigliere di Stato Luc Bathassat.



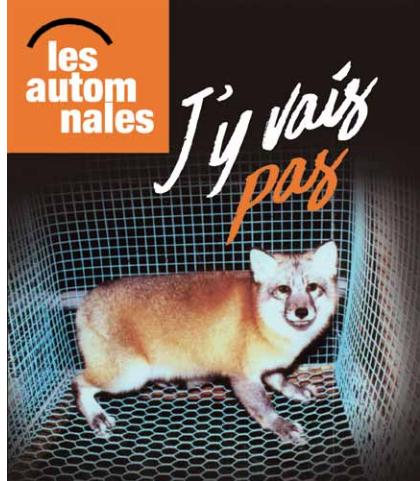
8 novembre 2017

Ginevra – Lancio della nostra campagna contro la fiera Les Automnales che si svolgerà dal 10 al 19 novembre. Diverse azioni erano state indette nel 2016 per incitare il cantone di Ginevra a rinunciare alla promozione di articoli la cui produzione è vietata in Svizzera a causa di crudeltà verso gli animali, ma senza successo.

Le nuove azioni nel 2017 iniziano con la stampa e la distribuzione di migliaia di volantini che esortano a non recarsi alla fiera Les Automnales. Vogliamo una fiera etica nel 2018 !

11 novembre 2017

Ginevra – Diversi militanti, tra diverse centinaia di podisti, hanno realizzato un happening correndo travestiti in cadaveri scuoati nell'ambito della corsa dei 10 KM delle Automnales di Palexpo. Da vedere in video sul nostro canale Youtube.



14 novembre 2017

Ginevra - Happening sanguinoso contro la pelliccia con diversi militanti nel centro città, « Pour des Automnales éthiques »

15 novembre 2017

Ginevra - Stand contro la pelliccia e degustazione di Faux Gras.

Controllo delle etichettature delle pellicce vendute sugli stand delle Automnales. Tutti gli stand contravvenivano alla legislazione.



16 novembre 2017

Zurigo - Veglia davanti all'ETH contro gli esperimenti sui primati che dovranno iniziare prima della fine dell'anno.

17 novembre 2017

Ginevra - Happening contro la pelliccia con diversi militanti nel centro città,
« Pour des Automnales éthiques ».

18 novembre 2017

Basilea Città – Un centinaio di militanti si sono riuniti per manifestare nelle vicinanze del Mefa, in occasione dell'inaugurazione di questo salone della carne, il più importante in Svizzera.



19 novembre 2017

Stando all'emittente televisiva Léman Bleu, la maggior parte dei commercianti delle Automnales si lamentano della scarsa frequentazione. Che disastro !

21 novembre 2017

Le 35'000 firme della nostra petizione contro gli esperimenti sui primati sono state consegnate a Berna al Parlamento federale in vista del prossimo voto in Consiglio nazionale della mozione 15.4241 per il divieto di utilizzare primati in esperimenti suscettibili di comprometterne il benessere.



22 novembre 2017

Riunione a Brighton (Regno Unito) con le altre 18 organizzazioni aderenti all'ECEAE, per la pianificazione delle prossime azioni della coalizione sul piano europeo. La LSCV è membro dell'ECEAE dal 2011.



Invio di un pacco contenente una lettera ed una confezione di Faux Gras ai 13 membri della commissione del Consiglio degli Stati che hanno votato contro la mozione «Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali». No, la crudeltà non è né necessaria al nostro benessere né una fatalità. Tutti i prodotti oggetto del divieto potrebbero essere sostituiti da un equivalente senza crudeltà verso gli animali.

Anche gli altri 33 membri del Consiglio degli Stati hanno ricevuto una scatola di Faux Gras, con una lettera che li esorta a sostenere la mozione.



Inserimento di un annuncio di Stop Gavage contro il foie gras nel quotidiano 20 Minutes, sostenuto dalla LSCV e dall'associazione L214.

je par terre et frappé», raconte-t-il. Poète-parole de la cause contre l'arriérage, il espère que les policiers misent l'usage de la contrainte pour au poste, A. B. n'en est sorti que vers 16 h. Il a été rendu à l'Hôpital, où a été établi un ent de «énergisatrices», comme s'étaient démarquées d'agents comme des tiens. ■



Ginevra - Happening di diversi militanti contro la pelliccia.



25 novembre 2017

Berna - Raduno LSCV contro gli esperimenti sui primati e sostegno alla mozione 15.4241 per il divieto di utilizzare primati in esperimenti suscettibili di comprometterne il benessere. Da vedere in video sul nostro canale Youtube.



27 novembre 2017

Quale attuazione dell'ordinanza sulle pellicce in Svizzera ? Il 90% dei negozi non rispettano le disposizioni legali in materia di etichettatura - Invio del nostro comunicato stampa in vista del voto della mozione 15.3832 « Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali ».

Tra il 25 settembre ed il 24 novembre 2017, Cynthia ha organizzato per la LSCV il controllo di 71 negozi che vendono pellicce nei cantoni di Ginevra, Vaud, Friburgo e Berna. Il 90% dei negozi controllati non osserva la legislazione in materia di etichettatura. Tra questi negozi, diversi erano già stati denunciati dalla LSCV all'autorità federale (USA) nel 2016.



28 novembre 2017

Intervento di Athénaïs presso media scritti e radio riguardo il Rapporto Pelliccia 2017.



Rapport 2017 sur les fourrures

90% des commerces ne respectent pas les dispositions légales en matière d'étiquetage

Depuis le 1^{er} mai 2015, tous les commerces vendant de la fourrure en Suisse doivent mentionner sur leurs produits le nom de l'espèce animale, la provenance de la peau et la fourrure dont l'animal a été démembré ou capturé.

Le Consiglio federale a donc donné un délai de trois ans au commerce pour s'adapter à cette nouvelle réglementation. Le Consiglio federale se donnait un délai de trois années après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, avant de tirer un bilan de l'application de l'obligation d'étiquetage et d'envisager des alternatives à la déclARATION obligatoire.

Parmi les mesures possibles, l'interdiction de mettre sur le marché des articles fabriqués à partir de fourrures soumises à traitements éthiques. Les solutions préconisées par plusieurs objets déposées dans les deux chambres du Parlement sont les suivantes :

Plus de trois ans après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, quelle est la situation en matière d'étiquetage des fourrures ?

Entre le 25 septembre et le 24 novembre 2017, la LSCV a procédé au contrôle de 71 commerces dans les cantons de Ginevra, Vaud, Friburgo et Berna. Sur ces 71 commerces, 64 commerces ne respectent pas les dispositions légales, soit 90% des établissements contrôlés.

Plus de trois ans après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, son application se révèle être un échec. Les contrôles menés par l'autorité fédérale sont aussi inefficaces que coûteux.

LSCV
T 022 389 73 37 admin@lscv.ch www.lscv.ch

www.animaux-garantis.ch

Il rapporto completo Pelliccia 2017 può essere telecaricato sul nostro sito internet:
<http://www.lscv.ch/images/download/2017/2017-11-24-Rapport-Fourrures-fr.pdf>

29 novembre 2017

Neuchâtel - Stand contro la pelliccia e degustazione di Faux Gras.



Resposta dal Consiglio degli Stati, con 37 voti contro 4, alla mozione 15.3832 « Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali ». Intervista a cura di Athénaïs del Consigliere nazionale ed autore della mozione Matthias Aebscher e di diversi Consiglieri agli Stati che hanno respinto la mozione. Da vedere in video sul nostro canale Youtube.



30 novembre 2017

Friburgo – Riunione del Comitato nazionale LSCV. Discussioni sulle azioni in corso e future, nonché decisioni relative a diverse domande di finanziamento.

5 dicembre 2017

Ginevra - Happening di diversi militanti contro la pelliccia.

9 dicembre 2017

Diffusione dell'intervista del co-vice Presidente della LSCV Benjamin Frei su Tierrechtsradio Schweiz circa degli esperimenti sui primati a Zurigo.



Lucerna – Manifestazione contro il circo Royal e gli animali nei circhi, organizzata dalla LSCV, Lagota e Aktivismus für Tierrechte.



Vallese - Stand LSCV e degustazione di Faux Gras al Festival d'Hiver nel rifugio La Bouche qui rit. Scoprite questo rifugio e le possibilità di sostenerlo sul nostro canale Youtube.



11 dicembre 2017

Parlamento federale – Programmato il voto in Consiglio nazionale della mozione 15.4241 per il divieto di utilizzare primati in esperimenti suscettibili di comprometterne il benessere. C'è da sperare che questa mozione sarà effettivamente trattata. In caso contrario, sarà tolta dal ruolo.

La LSCV sarà presente in Parlamento per seguire i dibattiti. Da seguire su www.animali-parlamento.ch



Canale Youtube LSCV

LSCV news

Da settembre 2017, Athénaïs Python si occupa di girare e montare video connesse alle attività della LSCV. Tutte queste video sono on-line sul nostro canale Youtube LSCV. Non esitate a consultarlo e abbonarvi per seguire le nostre azioni in corso !

12 dicembre 2017

Berna – Riunione con diverse organizzazioni di protezione degli animali ed alcuni eletti al Parlamento federale per il seguito da dare al rifiuto della mozione 15.3832 «Vietare l'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali».

13 dicembre 2017

Losanna - Stand contro la pelliccia e degustazione di Faux Gras.

19 dicembre 2017

Incontro con tre classi del ginnasio di Renens nell'ambito di un lavoro per l'elaborazione di una campagna di marketing sul tema della difesa di una causa animale

23 dicembre 2017

Ginevra - Stand contro la pelliccia e degustazione di Faux Gras.

Lanciata il 3 ottobre 2017, l'iniziativa «**Si al divieto degli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani – Si ad approcci di ricerca che favoriscano la sicurezza e il progresso**» non è sostenuta né dalla LSCV né dalle principali altre organizzazioni attive contro la sperimentazione animale in Svizzera. Ma ogni socio LSCV è libero di decidere se firmare o no l'iniziativa. Per questo motivo la pubblichiamo sul nostro giornale, come pure le spiegazioni di Renato Werndl, membro del comitato di iniziativa e di Luc Fournier, Presidente della LSCV.



E' da 24 anni che non riusciamo a realizzare un'iniziativa contro la sperimentazione animale. Di conseguenza, questa tematica non era più trattata in politica. Durante questo periodo, circa 20 milioni di animali sono morti in Svizzera dopo aver sofferto durante esperimenti. Per questo motivo tre anni fa è stato creato un gruppo a San Gallo, con lo scopo di lanciare un'iniziativa volta a vietare gli esperimenti sugli animali. Volevamo esigere qualcosa di coerente : il divieto assoluto di ogni sperimentazione animale, compreso il divieto di importare prodotti testati sugli animali dopo l'accettazione dell'iniziativa. Purtroppo ci sono oppositori anche tra i difensori dei diritti degli animali. Affermano che nuociamo alla causa perché perdere l'iniziativa rafforzerà gli oppositori. Noi però crediamo nell'iniziativa e speriamo di convincere gli elettori. Gli esperimenti sugli animali sono eticamente da proibire. Ma vogliamo anche apportare argomenti scientifici. Abbiamo raccolto oltre 30 studi scientifici che dimostrano tutte le insufficienze della sperimentazione animale. Vogliamo l'abolizione ma vogliamo anche fare proposte positive per una ricerca scientifica senza animali. C'è

sempre qualcuno che è la prima persona ad entrare in contatto con una sostanza attiva o un metodo. L'obiettivo non è farne una « cavia », come accade oggi. Deve poter contare sul fatto che i ricercatori hanno fatto bene tutto il lavoro necessario a monte e sanno quello che fanno. Oggi la ricerca è spesso svolta in una prima fase sugli animali, poi le sostanze attive sono testate su persone povere e disperate. Nella maggior parte dei casi però queste sostanze non saranno mai immesse sul mercato perché non funzionano sull'essere umano, malgrado risultati promettenti delle prove sugli animali. E' scandaloso che circa il 95% degli esperimenti con esseri umani siano potenzialmente pericolosi per loro. Vogliamo che le sostanze o i metodi siano anzitutto studiati con modelli informatici, biochip, colture di cellule, di tessuti e di organi umani provenienti da persone decedute o da interventi, al fine di essere testati in modo così perfetto da poter poi essere applicati con cautela in pazienti volontari tramite microdosaggi e con reali possibilità di successo, non in quanto esperimenti sugli esseri umani ma in quanto terapia. Ne scaturisce una ricerca molto migliore rispetto agli esperimenti sugli animali, per i quali non sappiamo mai se ed in quale



« Divieto degli esperimenti sugli animali (Tierversuchsverbot) » è il nome che gli iniziatori danno alla loro iniziativa. Evidentemente tutti noi dovremmo essere disposti a raccogliere ogni giorno le firme per sostenere questa iniziativa. Purtroppo il testo si smarrisce in diverse disposizioni incomprensibili. In passato le abbiamo più volte segnalate al comitato di iniziativa, con l'obiettivo di riunirci intorno ad un testo federatore. Purtroppo in vano. Il testo infatti non propone soltanto il divieto della sperimentazione animale, ma anche di tutti gli studi svolti su esseri umani nonché la produzione e l'importazione di prodotti che hanno necessitato questi studi. Prima che una nuova molecola terapeutica possa essere somministrata per testarne l'efficacia, deve obbligatoriamente essere oggetto di uno studio tossicologico su volontari « sani ». La molecola è testata

anzitutto a piccole dosi per accertarsi che non presenta la minima tossicità per l'organismo umano. Tutti i nuovi farmaci devono superare questa prima fase test. L'iniziativa che vieta l'importazione di farmaci testati su esseri umani che non ne trarrebbero alcun beneficio diretto, equivale a dire che più nessun nuovo farmaco potrà essere utilizzato sul territorio svizzero. Credere che gli Stati Uniti o l'Unione europea modificheranno le loro direttive per sopprimere i test clinici per timore di perdere il mercato svizzero, microscopico sul piano internazionale, è assurdo. E sostenere che metodi di ricerca potranno rapidamente sostituire questi test di fase clinica è una menzogna. Come immaginare di poter ottenere una maggioranza di voti e di cantoni con un testo come questo ? Anzi, addirittura come immaginare di riuscire a raccogliere le firme necessarie per il deposito dell'iniziativa ? Il testo pone altri problemi seri. Il fatto per

L'iniziativa in breve

Gli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani sono vietati. Con l'entrata in vigore della legge, l'importazione, l'esportazione ed il commercio di tutti i prodotti che hanno necessitato studi su animali o esseri umani sono vietati.

I metodi di ricerca senza animali ricevono aiuti pubblici per un importo annuo di circa CHF 200 milioni.

Svolgimento di un'iniziativa popolare

Un'iniziativa federale mira obbligatoriamente l'iscrizione di una nuova disposizione nella Costituzione svizzera. Le 100'000 firme necessarie per il suo deposito devono essere raccolte entro un termine massimo di 18 mesi. Le firme manoscritte di persone di nazionalità svizzera e con diritto di voto devono essere raccolte comune per comune.

Per essere approvata, un'iniziativa deve ottenere la doppia maggioranza popolazione-cantoni al momento della votazione popolare. Ciò significa che oltre metà dei 26 cantoni devono votare a favore dell'iniziativa. Un cantone come Uri Interno, con soli 36'000 abitanti, ha lo stesso peso di un cantone come Zurigo che ne conta 1,5 milioni.

misura i risultati saranno trasferibili agli esseri umani. Questi esperimenti ci spingono a trarre conclusioni affrettate e sono crudeli. Ogni sperimentazione animale deve dunque essere abolita ! Vi invitiamo a sostenere l'iniziativa con la vostra firma o anche copiando il foglio di firme per raccoglierle personalmente. Grazie di cuore.

Renato Werndl

esempio di non aver dato una definizione di cosa si intende per esperimenti sugli animali. Sarà facile per il nostro Parlamento svuotare di ogni sostanza il divieto imposto dall'iniziativa, attribuendogli una definizione fantasiosa. Il divieto mira unicamente l'utilizzazione di animali vivi. Sarà sempre possibile utilizzare cellule o tessuti di animali per la ricerca.

In questi ultimi anni la LSCV ha lanciato o sostenuto diverse iniziative e referendum contro la sperimentazione animale. Scendere in strada, dedicare settimane o mesi per raccogliere firme non ci spaventa. Ma non vogliamo farlo soltanto per soddisfare qualche persona che ha preso la decisione di lanciare un'iniziativa che in ultima analisi sarà unanimemente criticata. Non vogliamo nemmeno far finta di sostenere un'iniziativa unicamente per evitare il dibattito. In fin dei conti, ciascuno è libero di firmare o no questa iniziativa e di raccogliere firme.

Luc Fournier



«Sì al divieto degli esperimenti sugli animali e sugli esseri umani – Sì ad approcci di ricerca che favoriscano la sicurezza e il progresso»

Pubblicata nel Foglio federale il **3 ottobre 2017**. Le cittadine e i cittadini svizzeri sottoscritti aventi diritto di voto chiedono, in virtù degli articoli 34, 136, 139 e 194 della Costituzione federale e conformemente alla legge federale del 17 dicembre 1976 sui diritti politici (art. 68 segg.):

La Costituzione federale è modificata come segue:

Art. 80 cpv. 2 lett. b, 3 e 4

² [La Confederazione] Disciplina in particolare:
b. *Abrogata*

³ Gli esperimenti sugli animali e gli esperimenti sugli esseri umani sono vietati. Gli esperimenti sugli animali sono considerati maltrattamenti di animali e possono costituire un crimine. Quanto precede e quanto segue si applica per analogia sia agli esperimenti sugli animali sia a quelli sugli esseri umani:

- a. la prima applicazione è consentita soltanto nel più ampio e rilevante interesse dei soggetti coinvolti (animali ed esseri umani); deve inoltre essere promettente ed eseguita in modo controllato e prudente;
- b. a decorrere dall'entrata in vigore del divieto sono vietati il commercio, l'importazione e l'esportazione di prodotti di qualsiasi settore o genere che continuino a comportare, direttamente o indirettamente, esperimenti sugli animali; il divieto non si applica ai prodotti già esistenti che non comportino più esperimenti diretti o indiretti sugli animali;
- c. la sicurezza per gli esseri umani, gli animali e l'ambiente deve essere garantita in ogni tempo; a tal fine, sono vietate l'immissione sul mercato, la diffusione e l'immissione nell'ambiente dei nuovi sviluppi o delle nuove importazioni per i quali non esistono procedure ufficialmente riconosciute che non comportino esperimenti sugli animali;

d. agli approcci sostitutivi senza esperimenti sugli animali è garantito almeno lo stesso sostegno statale precedentemente accordato agli esperimenti sugli animali.

⁴ L'esecuzione delle prescrizioni compete ai Cantoni, per quanto la legge non la riservi alla Confederazione.

Art. 118b cpv. 2 lett. c e 3

² Riguardo alla ricerca biologica e medica sulle persone, la Confederazione si attiene ai principi seguenti:
c. *Abrogata*

³ I progetti di ricerca devono soddisfare i requisiti di cui all'articolo 80 capoverso 3 lettera a.

Art. 197 n. 12

12. Disposizione transitoria degli art. 80 cpv. 2 lett. b, 3 e 4, nonché 118b cpv. 2 lett. c e 3 (Divieto degli esperimenti sugli animali e degli esperimenti sugli esseri umani)

Entro due anni dall'accettazione degli articoli 80 capoversi 2 lettera b, 3 e 4 nonché 118b capoversi 2 lettera c e 3 da parte del Popolo e dei Cantoni, il Consiglio federale emana le disposizioni di esecuzione necessarie, che rimangono valide fino all'entrata in vigore delle disposizioni legali.

Sulla presente lista possono firmare solo aventi **diritto di voto** al livello federale nel **Comune indicato**. Chi appoggia la domanda deve firmarla personalmente.

Cantone: **N. d'avviamento postale:** **Comune politico:**

	Cognome (di proprio pugno e in stampatello)	Nomi (di proprio pugno e in stampatello)	Data di nascita (giorno/mese/anno)	Indirizzo (via e numero)	Firma autografa	Controllo (lasciare in bianco)
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

Chiunque nell'ambito di una raccolta delle firme si rende colpevole di **corruzione** attiva o passiva oppure **altera** il risultato della raccolta delle firme è **punibile** secondo l'articolo 281 e rispettivamente 282 del Codice penale.

Il Comitato promotore dell'iniziativa, composto dai seguenti promotori, è autorizzato a ritirare la presente iniziativa con decisione presa dalla maggioranza assoluta dei suoi membri aventi diritto di voto:

Dr. med. **Renato Werndli**, Jakob Oeschstr. 1, 9453 Eichberg SG ; **Simon Kälin-Werth**, Dipl. Natw. ETH, Umweltphysiker, Albisstrasse 113, 8038 Zürich ; **Irene Varga**, Dipl. Natw. ETH, Weierstrasse 17, 9305 Berg SG ; **Luzia Osterwalder**, Naturheilpraktikerin, Schorenstrasse 1, 9000 St. Gallen ; **Andreas Graf**, Steinacherwiesen 512, 9323 Steinach ; **Urs Hans**, Biobauer, Turbenthal, Neubrunn 1672, 8488 Turbenthal ; Avv. **Cristina Clemente**, viale Verbano 3a, 6600 Muralto ; **Susi Kreis**, Maurenstrasse 2, 8575 Bürglen TG ; **Lislott Pfaff**, Medizinwissenschaftliche Übersetzerin, Allmendstrasse 4, 4410 Liestal

Termine per la raccolta delle firme: 3 aprile 2019.

Si attesta che i summenzionati (numero) firmatari dell'iniziativa popolare hanno diritto di voto in materia federale ed esercitano i diritti politici nel Comune indicato.

Il funzionario attestatore (firma autografa e qualità ufficiale):

Luogo: Firma autografa:

Data: Qualità ufficiale:

Bollo ufficiale:

Ricevete informazioni e liste delle firme via il comitato o www.tierversuchsverbot.ch o ambulatorio Dr. R. Werndli 071 755 75 22 o irene.varga@sunrise.ch. Se volete sos tenere la causa di questa iniziativa popolare, potete stampare la presente lista delle firme, riempirla, metterla in una busta (Non è necessario riempire tutte le righe) e **spedirla il più presto possibile prima del 3 aprile 2019 a:**

IG Tierversuchsverbots-Initiative CH, 9000 St. Gallen – Ogni ulteriore sostegno è benvenuto: 61-611395-6 – IBAN: CH39 0900 0000 6161 1395 6

5 luglio 2017 - **Falsa testimonianza**

Il pneumologo Michel Aubier condannato a sei mesi di carcere con la condizionale

Interrogato il 16 aprile 2015 dalla commissione d'inchiesta senatoriale sul costo finanziario dell'inquinamento dell'aria, Michel Aubier, l'allora primario dell'ospedale Bichat di Parigi, aveva ritenuto che il numero di cancri connessi all'inquinamento fosse « estremamente basso ».



Michel Aubier presta giuramento davanti alla commissione d'inchiesta senatoriale sul costo economico e finanziario dell'inquinamento dell'aria, nell'aprile 2015.

Nel corso dell'interrogatorio, il pneumologo aveva negato qualsiasi legame con « attori economici », alzando la mano destra e giurando di dire « tutta la verità, nient'altro che la verità ». Specialista molto apprezzato dai media, affermava qualche mese dopo in una trasmissione televisiva, che l'inquinamento atmosferico non è cancerogeno.

Successivamente diversi media francesi rivelavano che Michel Aubier aveva un contratto in qualità di « medico di fiducia della direzione generale » in seno al gruppo petrolifero Total dal 1997, retribuito 100'000 euro all'anno. Situazione che il pneumologo aveva finalmente riconosciuto nel marzo 2016, davanti alla commissione senatoriale riunita a porte chiuse.

Michel Aubier aveva peraltro omesso di indicare l'impiego presso Total nella sua dichiarazione pubblica di interessi, come pure le collaborazioni con diversi altri laboratori, tra cui MSD France, PPD France, Resal, Laser, allorché era membro di una commissione dell'Alta Autorità sanitaria.

Giudicato per « falsa testimonianza », il tribunale penale di Parigi lo ha condannato il 5 luglio 2017 a sei mesi di carcere con la condizionale e 50'000 euro di multa. La sentenza del tribunale è andata oltre i 30'000 euro di multa richiesti dal pubblico ministero. « A mio avviso, non c'era conflitto di interessi », ha ripetuto durante l'udienza il pneumologo il cui contratto con Total si protrae fino alla fine dell'anno. Il pneumologo diventa peraltro la prima persona condannata per aver mentito sotto giuramento ad una commissione d'inchiesta parlamentare.



Un farmaco contro l'osteoporosi che provoca fratture multiple

E' l'effetto indesiderato del Denosumab (Prolia), osservato nei pazienti dopo che hanno cessato di assumere questo farmaco prescritto contro l'osteoporosi. Secondo Swissmedic, potrebbe causare « fratture vertebrali multiple spontanee ».

Nel suo numero del 19 aprile 2017, la Rivista Medica Svizzera descrive un « effetto rimbalzo », ossia un brusco « risveglio sincronizzato » di tutti i fattori cellulari di distruzione ossea temporaneamente messi a riposo dal Denosumab. L'assunzione di questo farmaco è necessariamente limitata nel tempo per via dei rischi di tossicità. Peraltro una somministrazione protracta aggraverebbe l'effetto rimbalzo. Piuttosto che ritirare questo farmaco dal mercato, gli specialisti raccomandano di annullare l'effetto rimbalzo tramite dei bifosfonati. Ma queste molecole, utilizzate contro l'osteoporosi prima dell'arrivo del Denosumab nel 2010, sono anche accusate di provocare fratture spontanee.

In Svizzera l'osteoporosi colpirebbe tra 500'000 e 600'000 persone, di cui 10'000 trattate con il Denosumab.

<https://www.revmed.ch/RMS/2017/RMS-N-559/Denosumab-en-routine-clinique-precautions-a-prendre-avant-pendant-et-apres>

2 ottobre 2017

Feria di Palavas : finito il tempo delle corrida



Le arene di Palavas non dovrebbero più accogliere corrida nei prossimi anni, principalmente per motivi economici, stando al sindaco di Palavas, Christian Jeanjean. Già da tempo le arene non attirano più le folle. E ne siamo ben contenti. Palavas che sovvenzionava la Feria per un totale di 145'000 euro, ne risparmia 60'000 sopprimendo le corrida. Per il municipio, anche le misure di sicurezza poste in atto contro gli oppositori alla corrida costavano caro. Opporsi alla barbarie e manifestare non è mai inutile !

Divieto degli allevamenti di visoni e di volpi in Repubblica Ceca

La camera dei deputati ceca ha adottato il 20 luglio 2017 un emendamento alla legge sul benessere animale, rendendo illegali, a partire da gennaio 2019, tutti gli allevamenti di animali da pelliccia nel paese.

Stando ad una recente inchiesta, l'83 % dei cechi sarebbero favorevoli a questo divieto. L'emendamento, che sancisce il divieto di allevare ed uccidere animali « esclusivamente o essenzialmente per la loro pelliccia » è stato approvato dal presidente Milos Zeman il 1° agosto 2017.

Nel paese esistono tuttora cinque allevamenti con circa 20'000 animali. I loro proprietari potranno beneficiare di risarcimenti il cui importo sarà fissato dal ministero dell'Agricoltura.



Gucci proibisce le pellicce nelle sue collezioni

12 ottobre 2017 - Questa evoluzione « dimostra l'impegno di Gucci a fare dello sviluppo sostenibile un elemento cruciale della nostra attività », ha dichiarato il Ceo di Gucci Marco Bizzarri.

La pelliccia non è soltanto crudele. Tra gli enormi problemi ecologici generati dagli allevamenti industriali ed i molteplici trattamenti chimici necessari per il lavoro delle pelli, la pelliccia non ha niente di sostenibile.

Finiti i numeri con animali selvatici nei circhi irlandesi

10 novembre 2017 - L'Irlanda vieta a sua volta gli animali selvatici nei circhi a partire dal 1° gennaio 2018. Ogni violazione sarà passibile di una pena compresa tra 250'000 euro di multa e 5 anni di detenzione.

« E' una scelta progressista, che dimostra il nostro impegno nei confronti del benessere animale », ha dichiarato il Ministro irlandese dell'Agricoltura Michael Creed. « Si tratta di un parere condiviso dalla maggioranza dell'opinione pubblica che sono felice di sostenere ».



Il circo Joseph Bouglione pone fine agli spettacoli con gli animali

18 maggio 2017 - Francia - Il circo Joseph Bouglione ha annunciato di por termine definitivamente ai numeri che mettono in scena animali, esortando nel contempo a ripensare il circo « tradizionale ».

In questo circo non si vedranno più tigri che saltano in cerchi infiammati, né elefanti. Questi animali sono stati ricollocati in santuari e riserve in Francia. Su questa decisione ha influito molto il pubblico, sempre più sensibile al benessere animale. Oggi André e Sandrine Bouglione esortano gli altri circhi a seguire il loro esempio.

« E' per amore per gli animali e per rispetto per il pubblico che ho posto un termine. Ho visto un sondaggio secondo il quale l'80 % dei francesi sono sensibili alla causa animale. Il nostro mestiere è fare spettacoli per la famiglia. Se una stragrande maggioranza di famiglie è sensibile alla causa animale, non si può continuare a fare uno spettacolo che le incomoda. Non mi vedevo continuare a presentare animali a persone che provano un disagio morale venendo al circo. » André Bouglione riconosce peraltro che questi spettacoli con animali celano una grande sofferenza. « La maggior parte dei circhi non dovrebbero avere animali perché li maltrattano. E' la mia opinione. Non ho la pretesa di dire agli altri circhi che devono por termine ai numeri con gli animali. Penso però che la mia iniziativa possa indurre il circo tradizionale a rimettersi in questione perché ci sono problemi da venti-trent'anni ».

Finiti i numeri con animali selvatici nei circhi in Romania

Il Parlamento romeno ha adottato, il 13 giugno 2017, una legge che vieta i numeri di circo che mettono in scena animali selvatici. Questa misura, già in vigore in diversi stati dell'Ue, era reclamata da anni in Romania dai difensori degli animali.

Gli animali « nati in cattività o catturati nella natura », « a prescindere dal grado di addomesticamento », non potranno più essere utilizzati in spettacoli di circo né da troupe di artisti ambulanti, tranne i delfini ed alcuni uccelli esotici.

La legge, che deve ancora essere formalmente promulgata dal Presidente Klaus Iohannis, prevede pene fino ad un anno di incarcerazione in caso di violazione. Gli animali da circo mirati dalla legge dovranno essere trasferiti in riserve o in zoo entro 18 mesi al massimo.

Proposto nel 2015, questo progetto di legge è stato rilanciato all'inizio dell'anno, dopo che due tigri, diversi maiali vietnamiti, gatti e cani sono morti nell'incendio del Circo Globus di Bucarest. Oltre 60'000 firme sono state raccolte per reclamare il divieto degli animali nei circhi.

In Svizzera, una disposizione di questo tipo è stata rifiutata più volte dal Consiglio federale.



InterNICHE è una rete internazionale che raggruppa studenti e docenti che militano in favore della sostituzione degli animali nella ricerca e nell'insegnamento. Fondata nel 1988 con il nome di EuroNICHE, questa rete è stata ribattezzata InterNICHE nel 2000 dopo che ha esteso le proprie attività coinvolgendosi in progetti internazionali. InterNICHE dispone oggi di coordinatori di attività in una trentina di Paesi. La LSCV sostiene finanziariamente InterNICHE da parecchi anni. Tra l'altro distribuisce in Svizzera il libro « *From Guinea Pig to Computer Mouse* ». Questa pubblicazione raggruppa oltre 500 metodi in grado di sostituire gli animali nell'insegnamento.

InterNICHE

Rapporto di attività 2016

Il 2016 si è concluso con nuovi progressi per InterNICHE, che si adopera a favore della sostituzione della sperimentazione animale e l'instaurazione di un insegnamento senza crudeltà. Le realizzazioni della nostra rete sono finalmente riconosciute su scala internazionale.

Iran

L'associazione iraniana contro la vivisezione (IAVA), organizzazione partner di InterNICHE in Iran, è una struttura piccola ma attiva, e l'unica in Iran ad agire contro la sperimentazione animale. Porta avanti le sue attività in un contesto difficile in cui fare campagna non è pratica corrente e dove gli animali, in particolare i cani, soffrono di una percezione molto negativa. L'associazione, i cui membri sono per lo più universitari, ha fatto campagna con successo per incoraggiare la sostituzione con le alternative lavorando tra l'altro insieme alle scuole veterinarie, e questo fin dalla sua creazione sei anni fa ad opera del Dr Ramak Roshanaie, contatto nazionale di InterNICHE.

IAVA ha organizzato seminari e mostre multimediali dedicati alle alternative proposte da InterNICHE in certe università ed in occasione di conferenze universitarie ovunque in Iran. Nel 2016, ha allestito il primo comitato universitario sui diritti degli animali e si è adoperata per convincere i ministeri dell'Istruzione, della Sanità e delle Scienze a far evolvere il sistema educativo su scala nazionale. Prosegue la traduzione del sito Internet di InterNICHE in persiano per la diffusione dell'insegnamento etico e l'accompagnamento dei docenti e degli studenti. La sostituzione dell'animale è stata realizzata in un certo numero di

esercitazioni in anatomia, patologia, fisiologia, farmacologia, tossicologia e chirurgia grazie all'utilizzazione di software, di apparecchi di autosperimentazione ed all'allestimento di un programma di dono di organi di cadaveri di animali di origine etica. I militanti hanno peraltro liberato e collocato animali utilizzati o previsti per esperimenti in diverse scuole veterinarie.

Ciò significa generalmente acquistare l'animale o essere autorizzati a prenderlo con sé.

Prestito di alternative

Il sistema di prestito di alternative di InterNICHE gestito da Mariana Vieira Crespo, il nostro nuovo contatto nazionale in Portogallo, ha messo a disposizione dei lotti di alternative per esperimenti e presentazioni in occasione di eventi svoltisi in Francia, Svizzera, Croazia, Germania, Danimarca e Portogallo. Nick Jukes è intervenuto come conferenziere e dimostratore nel corso di alcuni di questi eventi. Altri sistemi di prestito, gestiti dai contatti nazionali di InterNICHE o dai suoi partner, sono in atto in tutto il mondo ed utilizzati nelle regioni interessate.

Si tratta in particolare di paesi come la Russia, il Perù, il Kenya, il Sudafrica e l'India. Ora è necessario raccogliere fondi per aggiornare ed arricchire il contenuto di questi sistemi di prestito.

Base di dati online

Oltre cinquanta nuove alternative, principalmente modelli e software, sono state aggiunte alla base di dati online Alternatives di InterNICHE nel 2016. Il potenziale crescente delle applicazioni Android e iPhone come opzioni coniate alle risorse online è una realtà riconosciuta. Grazie alle trattative portate avanti con diverse università, Dmitry Leporsky, il nostro amministratore della base di dati Alternatives nonché il nostro contatto nazionale in Ucraina, hanno contribuito a realizzare numerose sostituzioni. Nel 2016, tre nuovi accordi con università hanno consentito di sostituire circa 1800 vertebrati ed invertebrati utilizzati ogni anno in fisiologia ed in altri corsi pratici.

Saranno realizzate ulteriori sostituzioni nel 2017 quando il software elaborato da Dmitry in collaborazione con Vadim Danko e Maxim Kolonok, i partner di InterNICHE in Russia, e diversi docenti, sarà pronto per il lancio. Offrirà un potenziale di sostituzione importante nel campo della fisiopatologia che spesso comporta sperimentazioni crudeli sugli animali, ma per le quali esistono poche alternative. Questo software sarà distribuito da InterNICHE su ampia scala e sarà disponibile gratuitamente per incoraggiarne la diffusione e l'utilizzazione.

Dmitry si è recato in Bielorussia nel 2016. Con i nuovi partner di InterNICHE in Russia, ha potuto fare dono ad un'università di cinque computer nuovi che consentiranno, nell'ambito di un nuovo accordo, la sostituzione di praticamente 400 topi ogni anno. Durante l'anno, si è svolta una prima visita in Kazakistan dove si è svolto un seminario cui hanno preso parte docenti attivi in tutto il paese. In seguito a questa azione di sensibilizzazione

America del Nord

Proseguono la pianificazione, la redazione, l'allestimento e la campagna di finanziamento permanente per i grandi progetti di InterNICHE, compreso il film sulle alternative veterinarie, l'opera collettiva sugli studi di caso, e la prossima grande conferenza. Peraltro una strategia quinquennale per l'attuazione di un progetto ambizioso per l'America del Nord è stata messa a punto da Nick Jukes, coordinatore di InterNICHE, e dal Dr Olivier Berreville, il nostro contatto nazionale in Canada, con l'aiuto dei membri di InterNICHE. Se la campagna di finanziamento è coronata da successo, il progetto consentirà non solo di realizzare importanti progressi in Canada e negli Stati Uniti, ma fornirà anche un modello di azione e sarà applicabile su scala internazionale grazie alla realizzazione del film, alla raccolta collettiva di studi di casi ed a nuove risorse individuate.

preliminare, un evento di maggiore portata con ripercussioni regionali sarà organizzato nel 2017 con Nick Jukes nel Caucaso ed in Asia centrale. I paesi visitati saranno probabilmente l'Armenia, la Giorgia, il Kazakistan e l'Uzbekistan.

Croazia

Si è svolto in Croazia un seminario di una giornata sulle alternative destinato al governo della Croazia ed a comitati di etica, organizzato congiuntamente da InterNICHE, l'organizzazione partner Animal Friends Croatia ed il ministero dell'Agricoltura. Vi hanno assistito partecipanti provenienti da tutto il paese, tra cui anche responsabili ministeriali, docenti e rappresentanti di comitati locali di etica facenti capo a diverse università. Sono stati compiuti progressi incoraggianti in Croazia nel corso degli ultimi due anni perché le università ed i comitati d'etica hanno una maggiore considerazione per le alternative e rifiutano certe richieste di sperimentazioni crudeli sugli animali. Si ispirano alla legge sulla protezione degli animali del 2006 ed al progetto di una nuova legge sulla protezione degli animali facente capo alla direttiva 2010/63/UE della Commissione europea che ora include l'istruzione e la formazione. I maltrattamenti animali nell'istruzione primaria e secondaria sono già vietati in Croazia. La collaborazione tra InterNICHE e Animal

Friends proseguirà con l'obiettivo di vietare la sperimentazione animale maltrattante nell'insegnamento superiore.

Serbia

I progressi compiuti in Serbia in termini di sostituzione nonché considerazioni sulle possibilità e le sfide legate ai comitati di etica, sono stati studiati nel corso del seminario dalla Dr Katarina Novakovi, membro di ORCA, organizzazione partner di InterNICHE, nel corso del suo intervento. Grazie al concorso attivo della Dr Novakovi e dopo un periodo di militantismo sociale progressista nel paese, l'ex Presidente serbo Boris Tadi ha firmato, nel 2005, la risoluzione ORCA sul benessere animale, alla base della prima legge sulla protezione degli animali adottata nel 2009. L'articolo 44 della legge stipula che la sperimentazione animale è vietata nelle scuole elementari e medie nonché durante gli studi di primo ciclo. Il testo di questo articolo è stato redatto in modo da rispecchiare quanto più fedelmente la politica di InterNICHE.

La Dr Novakovi ha allestito un ampio ventaglio di attività per fare campagna nel 2016, tra cui diversi lavori di comitati etici ed il rifiuto di concedere autorizzazioni di svolgere esperimenti e dissezioni, un programma di sensibilizzazione presso le università non abilitate e non conformi, nonché azioni di persuasione. Nel 2017, la Dr Novakovi continuerà a raccogliere dati sull'utilizzazione degli animali, a coordinare la formazione di non specialisti a livello nazionale riguardo i comitati di etica, ed a difendere l'articolo 44 in occasione del prossimo riesame della legge. Le risorse sviluppate in Serbia sono attualmente condivise con i partecipanti in Croazia. Si tratta in particolare di un manuale per le esercitazioni in fisiologia realizzato dalla Facoltà di medicina dell'Università di Belgrado. Questa pubblicazione orienta l'apprendimento della fisiologia tramite una vasta gamma di alternative. Maja Oreškovi Igri in Croazia e la Dr Novakovi in Serbia sono i contatti nazionali di InterNICHE nei rispettivi paesi.

Germania

Il Dr Hans Braun dell'Università di Marburg ha presentato gli ultimi aggiornamenti della serie di software di alternative Virtual Physiology. InterNICHE ha promosso l'utilizzazione di SimNerv, SimMuscle e degli altri suoi laboratori virtuali fin dal loro sviluppo all'inizio

degli anni 1990, e tra poco si impegnerà in una promozione di vasta portata. Le università devono acquistare i software, ma gli autori hanno generosamente messo le loro versioni complete gratuitamente a disposizione degli studenti. SATIS, organizzazione partner di InterNICHE, lavora con PETA per aggiornare la classificazione etica SATIS delle università tedesche. Questa base dati offre un quadro della situazione, a livello nazionale, della sperimentazione animale e dell'utilizzazione delle alternative, ed esamina la possibilità di far valere il diritto all'obiezione di coscienza.

Francia

Sono in corso una campagna volta a sostituire l'utilizzazione degli animali con alternative in una Scuola di medicina francese di primo piano specializzata in chirurgia sperimentale, e nel contemporaneo un dibattito sulla dissezione nelle scuole. Un divieto parziale si è tradotto in un certo numero di sostituzioni, ma ogni docente può scegliere se utilizzare o no degli animali. Molti sforzi sono costantemente prodigati per convincere il Ministero dell'Educazione a vietare tutte le dissezioni animali nelle scuole. Inoltre è stata creata una nuova organizzazione di docenti di biologia, incaricata di promuovere un insegnamento etico. Alcuni gruppi di studenti hanno preso in prestito delle alternative a InterNICHE. Il benessere animale sembra essere maggiormente considerato in Francia, come testimonia il Congresso sulla sostituzione degli animali e le alternative organizzata da diversi responsabili politici francesi.

Portogallo

Un seminario di una giornata sulle alternative in materia di educazione e formazione è stato organizzato da InterNICHE presso l'Università di Porto in Portogallo. Lo scopo di questo evento era sostenere il processo di sostituzione posto in opera da un certo numero di docenti, ma osteggiato da altri docenti e dall'amministrazione universitaria. Nick Jukes e Mariana Vieira Crespo sostengono un gruppo di studenti di un'università di Lisbona che si adopera per impedire l'acquisto di nuovi cani che sarebbero utilizzati dagli studenti per acquisire una competenza clinica ed una pratica chirurgica. Questo gruppo si adopera peraltro a recuperare e collocare i cani anziani sui quali sono stati effettuati esperimenti per molti anni, ed a fare la

dimostrazione di alternative imprestate al sistema di prestito di alternative di InterNICHE. L'università ha acquistato un manichino canino ma InterNICHE cerca di convincerla a procedere ad una sostituzione integrale e le offre il proprio sostegno.

Brasile

I progressi realizzati in Brasile comprendono due importanti successi: da una parte, l'adozione di una legge nazionale che autorizza formalmente a far valere il proprio diritto all'obiezione di coscienza di fronte agli esperimenti sugli animali ed ai maltrattamenti che comportano; dall'altra, la campagna attuale volta a vietare la sperimentazione animale nell'insegnamento e nella formazione su scala nazionale. Per sostenere l'appello al divieto, InterNICHE ha organizzato l'invio di lettere di sostegno ovunque nel mondo, firmate da organizzazioni, alti responsabili e docenti che o incoraggiano le alternative di sostituzione o utilizzano soltanto queste ultime. Sono state consegnate a CONCEA, l'agenzia governativa che controlla la sperimentazione animale. Peraltro, una lettera dettagliata di InterNICHE è stata presentata alla conferenza nazionale di CONCEA. Per via del caos politico che regna in Brasile, le decisioni sulla proposta di divieto sono state rinviate al mese di marzo 2017. Il Dr Róber Bachinski, all'origine di queste iniziative e di tante altre, è il nuovo partner di InterNICHE in Brasile dopo diversi anni di collaborazione informale.

Sudafrica

Il partner di InterNICHE, la NSPCA, ha ideato il proprio modello di anatomia di base del ratto ed allestito un sistema di produzione e di distribuzione per la diffusione di questo modello nelle scuole e negli istituti di insegnamento superiore. E' peraltro in corso lo sviluppo di un modello progredito di rana. Le alternative saranno in vendita nel mondo intero con il sostegno di InterNICHE. La NSPCA ha peraltro svolto una serie di indagini in diverse scuole ed università sulle alternative, in modo da capire meglio i bisogni e contribuire a sostenere il processo di sostituzione e la messa in comune.

Egitto

Il veterinario Fawzy Elnady dell'Università del Cairo, che ha messo a punto la tecnica Elnady per una conservazione

poco costosa dei tessuti, continua a perfezionare il proprio metodo. Utilizzando cadaveri di animali di origine etica provenienti da incidenti mortali e cliniche in cui l'animale non ha potuto essere salvato, ha costruito un nuovo laboratorio di simulazione per insegnare agli studenti l'anatomia, competenze cliniche e la chirurgia. Certi specimen preservati sono incorporati in modelli più complessi fabbricati a partire da materiali artificiali, il che produce pertanto nuove alternative come per esempio un modello di distocia nella bovina da latte. Altri specimen saranno inviati in un nuovo centro di formazione non universitaria creato con l'aiuto di InterNICHE, ciò che permetterà agli studenti di acquisire un'esperienza pratica e contribuire all'abbandono progressivo della sperimentazione su animali vivi tuttora praticata nelle università, in particolare in chirurgia. Diverse video di dimostrazione di alternative sono online su una catena YouTube. Sono stati peraltro pubblicati nuovi articoli universitari su questo metodo, ai quali ha contribuito Nick Jukes.

Israele

Tamir Lousky ha apportato il proprio sostegno a cinque studenti obiettori di coscienza in diverse regioni. Ciascuno di loro è attualmente in grado di proseguire l'iter formativo intrapreso senza dover svolgere sperimentazioni animali e senza essere sanzionato. Insieme alla società israeliana per l'abolizione della vivisezione (ISAV), InterNICHE Israele ha anche iniziato ad organizzare un'importante campagna mediatica su scala nazionale, mirata a ottenere la cessazione della sperimentazione animale in tutti i corsi obbligatori dell'insegnamento medico. In due delle quattro scuole di medicina, si praticano tuttora esercitazioni pratiche in fisiologia e chirurgia, in particolare per la formazione in traumatologia. La formazione in traumatologia dispensata dalle Forze di difesa di Israele (IDF) che utilizza maiali vivi, è oggi molto criticata. La campagna attirerà l'attenzione su riflessioni che spaziano dall'azione dei media sociali alla possibilità di un'azione legale.

Azioni varie

Il Dr Berreville, il nostro contatto nazionale in Canada, continua ad adoperarsi insieme ad altri gruppi affinché l'Università della Columbia Britannica (UBC) ricorra alle alternative e vieti gli

esperimenti crudeli. E' peraltro in circolazione una petizione a livello federale per il divieto di questi esperimenti. La Dr Martha Gutiérrez, partner di InterNICHE in Argentina, lavora all'elaborazione di una nuova legge sulla protezione degli animali che sarà presentata al Congresso nazionale nel 2017, dopo revisione. InterNICHE prenderà parte a questi lavori. Nel Regno Unito, è stata organizzata una campagna contro l'utilizzazione della renna su un mercato dell'università, e molti studenti in tutto il paese hanno fatto valere il proprio diritto all'obiezione di coscienza. Sono in corso nuove domande di informazioni e sono state avviate nuove collaborazioni con docenti provenienti da paesi come il Marocco e da regioni dell'Asia centrale che si interessano alle alternative, o che vi fanno già ricorso.

Agenda 2017

InterNICHE ha previsto di recarsi in India per tenere una serie di conferenze pubbliche, animare riunioni sulla creazione di laboratori virtuali e organizzare formazioni su scala nazionale, nonché riunioni approvate dal governo alle quali parteciperanno consulenti scientifici. E' possibile che Africa Network for Animal Welfare (ANAW), l'organizzazione partner di InterNICHE in Kenya, organizzi in questo paese nel 2017 un evento panafricano di cui InterNICHE sarebbe co-organizzatore. Nick Jukes presiederà inoltre una sessione del 10° Congresso mondiale sulle alternative e l'utilizzazione degli animali nelle scienze della vita (WC 10) che si terrà negli Stati Uniti in agosto 2017. InterNICHE proporrà un certo numero di offerte per presentare al congresso una serie di comunicazioni basate sulla sostituzione.

Ringraziamo la LSCV ed i suoi soci per il loro sostegno indispensabile all'operato di InterNICHE e dei nostri contatti nazionali, partner e collaboratori. Senza la LSCV l'organizzazione e la sua rete estesa non potrebbero militare per la sostituzione e l'insegnamento etico ed ottenerne la messa in opera.



Cordiali saluti.
Nick Jukes